

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MERCREDI 5 JANVIER
N° 342 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission Paritaire : 56942

voir P. 12

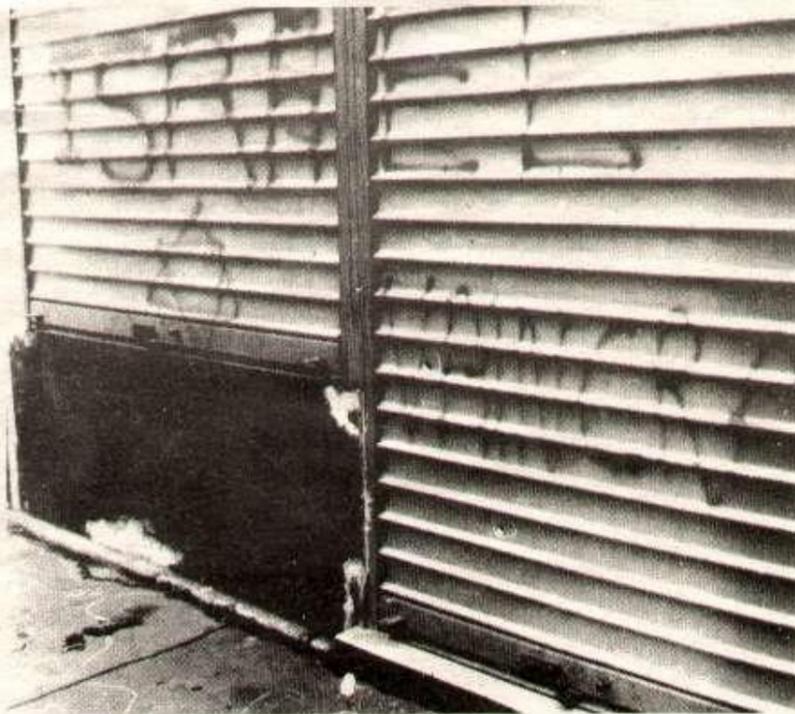
CHINE
Sur
les 10 grands
rapports

Déclaration menaçante du procureur général de Paris

A l'occasion de la rentrée solennelle des juridictions, Sadon, le procureur général de Paris a tenu un discours conforme à sa réputation de magistrat ultra-réactionnaire. Opposant forcené aux analyses du Syndicat de la Magistrature, partisan de la répression à outrance, il s'est illustré par quelques tirades aux relents fascisants, s'en prenant notamment aux «critiques émanant de doctrinaires, de petits cercles épuisés de contestation, de personnes qui, par snobisme ou intellectua-lisme, veulent toujours être à la pointe des idées qu'ils croient le plus moderne...», invectivant ceux qui dénoncent «l'injustice de la justice». Et Sadon de conclure : «Il nous faut une justice prompte, ferme, forte, rigoureuse, mais pas implacable, comprise et bien ressentie de l'opinion publique». C'est cette justice qu'on a vu fonctionner aux flagrants délits lorsque la 23^e chambre était présidée par le président Puydebat. La fureur de Sadon n'est probablement pas étrangère à la campagne menée contre cette juridiction expéditive.

L'assassinat de Mahmoud Saleh

LES SIONISTES ONT SIGNE LEUR CRIME



C'est devant la librairie qu'il tenait, au 10 rue St Victor (5^e), que l'ancien représentant par intérim de l'OLP à Paris, a été assassiné.

Après Mahmoud Hamchari, représentant de l'OLP en Europe, après Mohamed Boudia, après Koubaissi, Mahmoud Saleh est le quatrième militant palestinien assassiné en toute impunité dans Paris.

suite P. 3

● ARIÈGE, LE PAYS DES HOMMES ET DU FER

La mine aux mineurs

Voir p. 2

● LES VŒUX DE LUTTE DES «RÉO»

«77, une année de répit ? Certainement pas !»

Voir p. 5

GISCARD À HERBLAY :

«C'est se moquer des misérables !»

Lire notre reportage en page 6

BENNES MARREL

Occupation des usines de Vitrolles (Bouches-du-Rhône) et Andrezieux (Loire)

«Notre réveillon, c'est l'occupation de l'usine» disaient les travailleurs des Bennes Marrel à Vitrolles, en plein moment de la «trêve des confiseurs» ! Tout comme leurs camarades du même groupe à Andrézieux-Bouthéon, ils occupent leur usine. Leur cible : l'augmentation des salaires, la garantie du pouvoir d'achat, la défense de l'emploi menacé (160 licenciements sont annoncés à Andrézieux). Derrière les refus têtus et répétés de la direction des Bennes Marrel, c'est toute la logique de l'intransigeance prêchée par Barre aux patrons.

Loin de ces journées d'action à répétition —dont les travailleurs savent d'expérience qu'elles sont impuissantes à porter un coup d'arrêt à l'offensive réactionnaire de Giscard-Barre, les travailleurs des Bennes Marrel ont choisi la seule voie pour imposer satisfaction à leurs revendications : la liaison entre les travailleurs en lutte au sein du groupe, la coordination ouvrière sont désormais à l'ordre du jour !



voir P. 4

METALLURGIE, EDF...

RELANCE SYNDICALE AU PETIT TROT

A partir de mercredi 5 janvier, journées syndicales en cascades dans plusieurs branches : EDF-GDF, Métallurgie, pour commencer : mineurs, RATP et sans doute cheminots, dans la foulée... La relance de l'action syndicale s'amorce. Mais est-ce pour autant une fracassante rentrée de luttes ? On en est loin ! Le cartel syndical du gaz et de l'électricité (CGT-CFDT-FO-CFTC et UNCM autonomes) s'est retrouvé, comme prévu lors des deux journées d'action de décembre. Mais en guise d'action, la journée est plutôt morne ; qu'on en juge : dépôt de pétitions au siège des directions générales des services EDF-GDF «pour l'ouverture de négociations» !...

Suite p. 4

RÉGIONS

ARIEGE:

le pays des hommes et du fer



par Pierre Pujol et Marie Denjean

Goulier, village suspendu à la montagne à mille mètres d'altitude, au-dessus de la vallée d'Auzat.

Dans les ruelles trop vides, quelques vieux déambulent. C'est l'un d'eux qui nous a amenés chez Lucien Sabardieu, un ancien de «la mine aux mineurs». Il a aujourd'hui 76 ans, mais retrouve sa joie et son dynamisme lorsqu'il parle de sa mine, celle qui a fermé en 1931, «une mine pas comme les autres. C'était un peu le communisme...»

L'expérience de la mine coopérative de Rancié est intéressante tant du point de vue des rapports sociaux qui y existaient, des conditions de travail, que du témoignage, toujours vivant, qu'elle représente d'une Ariège qui peut vivre, qui en a les moyens, mais que l'impérialisme français a tué à petit feu.

«Pratiquement, nous étions en grève depuis le premier de l'an jusqu'à la Saint-Sylvestre. Notre mine, c'était le «communisme» en plein ! La mine appartenait aux mineurs. Voilà ce qu'il en était : il y avait huit communes à qui la concession appartenait. La concession se trouve à Sem, elle fait dans les cinq kilomètres carrés. Que ce soit à droite comme à gauche, il n'y a que du fer : depuis Sem jusqu'au-dessus de la dernière galerie. C'était exploité par étage. On avait commencé à la cime là-haut, à dix-huit cents d'altitude, on appelait ça «la canale».



Le village de Sem au-dessus d'Auzat, aujourd'hui presque désert, vivait au rythme de la mine.

«NOTRE MINE, C'ÉTAIT UN PEU LE COMMUNISME»

«Voilà la montagne», dit-il en montrant le tuyau du poêle qui chauffe la grande pièce dans laquelle il vit. Un manche de balai figure la pente, la cime est à dix-huit cents et la dernière mine est à neuf cents. Depuis 900

fermé définitivement. Mais la mine appartenait aux mineurs !

C'est le comte de Foix qui avait donné la concession aux communes. Seules trois communes, Lercoul, Gesties et Siguer n'en faisaient pas partie. Toutes les autres du canton avaient le droit d'y

meilleur minerai qui existe en France : il arrivait à faire du cinquante du cent. Si on l'avait laissé pur, il serait arrivé à soixante-dix du cent. Il équivalait les meilleurs aciers de Suède. Il se pliait comme vous voulez et ce n'était pas pourtant que du fer, il avait une résistance extraordinaire, et sans phosphore !

LA SEMAINE DE TRENTE HEURES !

On commençait à huit heures, on sortait à une heure de l'après-midi. Le dimanche, on était de repos. On ne faisait pas huit heures. On touchait aussi à peu près les 3/5^e de ce que les mineurs gagnaient dans les autres mines. Le haut-fourneau de Tarascon prenait tout et on partageait l'argent. Le directeur, les «jurats» (les porions) et les chefs de postes gagnaient à peine plus que nous ; et tous les mineurs gagnaient pareil. Il n'y avait pas de distinction dans la mine, les jurats étaient élus par nous et faisaient leur poste comme nous.

J'ai débuté là-dedans en 1913 à 38 sous par jour.

Le plus dur, c'était les courants d'air. Quand il neigeait, il fallait pousser les wagons à quatre ou cinq jusqu'au câble.

«ON TRAVAILLAIT D'UNE TELLE MANIÈRE QU'IL N'Y AVAIT PRESQUE PAS D'ACCIDENTS»

On prenait son temps, on

travaillait comme on pouvait. Il y avait bien quelques doigts écrasés, par-ci par-là,

La mine de Rancié appartenait, depuis le treizième siècle, aux habitants des communes de Sem, Goulier, Olbier, Auzat, Vicdessos, Suc, Sentenac, Orus, Illier. Louis XIV, en ratifiant cette propriété collective, avait encouragé les habitants à rester dans une nature hostile mais située dans un point stratégique face à l'Espagne.

La mine était aux mineurs qui nommaient les chefs ou «jurats». On y discutait des initiatives, des comptes du directeur qui n'était pas toujours écouté. Parfois, une grève éclatait, les femmes qui assuraient les durs travaux des champs accompagnaient leurs maris dans la vallée. Le cortège descendait le long des pentes en chantant. On allait devant les portes des jurats impopulaires manifester.

LA MÉDECINE ÉTAIT GRATUITE POUR LES MINEURS

On avait fondé une caisse des mines et même une caisse de retraite. Les femmes touchaient vingt sous par mois. Et ceux qui ne pouvaient plus aller à la mine, avaient dix francs par mois. C'était une ébauche ! Les médecins étaient gratuits pour les mineurs, mais il ne fallait pas les déranger trop souvent. Pour la famille, c'était payant. Pour ça, on était plus avancés que dans toutes les autres mines !

AUJOURD'HUI, C'EST PIRE POUR LE MINEUR

C'était l'ouvrier qui faisait marcher la mine. Ça marchait comme ça pouvait. Et dire que tout s'est arrêté !

Pourtant, il y a des ressources à Rancié ! Dans l'ancien gisement, on ne peut plus rentrer, tout est écroulé. Mais de l'autre côté, si vous montez à la prairie de Sem, au lieu-dit «Le Pinet», vous avez le minerai en surface.

Du côté de l'Hercoul, la société Godard avait fait des fouilles ; vers l'Hercoul, il n'y avait presque rien. Mais quand ils sont arrivés vers Sem, à «L'Hescoul», là, le minerai affleurait sur terre.

Ça ne serait pas difficile de faire repartir la mine avec une telle richesse ! Rien que dans le Midi, ils ont fermé soixante-douze puits de charbon !

Dans le Nord, c'est le rendement et la rentabilité ! Tout est mécanisé maintenant ; mais pour le mineur, c'est pire : il prend plus de poussière qu'avant. Par exemple à Rancié, on entrainait le matin, on faisait le travail à la masse ; vous faisiez quelques trous, vous chargiez et c'était midi ! On faisait partir la volée et on allait casser la graine. Vingt minutes après, quand vous reveniez, le plus gros de

poussière était parti. Aujourd'hui, ce n'est plus ce rythme. Vous avez les marteaux-piqueurs. Vous poussez, vous poussez en une heure, vous faites plus de travail qu'à la masse avec quatre. Quand les trous sont faits, il faut commencer à faire partir la volée. On ne va pas dîner et on commence à ramasser le minerai et préparer une seconde volée. Finalement, vous êtes tout le temps dans la poussière.

Ici, nous n'étions pas très malades, mais les gens mouraient souvent du froid, de congestion pulmonaire. Ils revenaient sans précautions de la mine : depuis Sem, ici il y avait une heure de marche ! Arrivés au col, en pleine sueur, ils attrapaient parfois une congestion. La silicose, il n'y en avait pas. Les courants d'air étaient nombreux, c'était percé comme une écu-moire !

RANCIÉ, LE CREUSET DE TOUTES LES RACES

Vers les années 1700, un éboulement s'est produit dans la galerie : les quatre cents mineurs qui s'y trouvaient ont été enterrés. La galerie principale étant bouchée, pas un n'est sorti. Toutes les femmes de Goulier, Sem et Olbier étaient veuves. Louis XV a affiché un décret comme quoi tous les hommes qui épouseraient ces femmes auraient le droit de travailler à la mine. Il n'y a pas eu beaucoup de volontaires. Ils ont fait un autre décret : tous les galériens qui étaient d'accord pour venir à la mine pourraient s'y marier et seraient libres. Les trois villages se sont repeuplés de cette façon. Il y a encore vingt ans, ici on voyait toutes les races. Des Chinois surtout, quelques Japonais, des Mongols, des Suédois, des Arabes. Tous ont fait souche dans le pays et aujourd'hui il n'y a plus que des Ariégeois !



Un vieux mineur de Rancié nous montre ce qui reste de l'entrée de la mine à Sem.

jusqu'à 1200, il y avait douze galeries qui entraient dans le filon. Celle qui était à 900 avait quinze cents mètres de long pour arriver au filon, tandis qu'à 1800, c'était à ciel ouvert.

On ne boisait pas trop. C'était comme une maison, on laissait juste un plancher, et finalement, à force de fouiner, le plancher supérieur a cédé et entraîné tous les autres jusqu'au fond. D'après les estimations, il y aurait vingt millions de mètres cubes qui seraient descendus. Il y a eu trois morts, c'était en 1928. On a travaillé encore 29, 30 jusqu'en 31 et puis la mine a

venir travailler. Mais il n'y avait guère que les plus proches, Sem, Goulier et Olbier qui travaillaient là-dedans, il y en avait quelques uns d'Auzat. Toutes les communes avaient un droit de regard, directement. On avait formé un comité, une association, qui comprenait les maires de chaque commune, et réglait les différents qu'il y avait. On nommait un directeur et puis ça marchait comme on pouvait. La mine étant à nous, on travaillait sans exagérer, 2/5^e de moins que dans les mines privées. On devait faire le rendement de quatre cents kilos par jour et par mineur. Le directeur,

4^e militant palestinien assassiné à Paris

sionistes assassins !

Suite de la p.1

Mahmoud Saleh était, mardi après midi, dans la librairie, comme à l'habitude. Vers 19 h 15, il en est sorti pour fermer le rideau de fer encore maculé d'inscriptions d'un groupuscule sioniste, le Front des étudiants juifs (la faculté de Jussieu est toute proche). Au moment où il venait de fermer le rideau, deux hommes ont tiré sur lui plusieurs coups de feu. En rafale, selon certains témoins, trois coups rapprochés selon d'autres. Mortellement touché, Mahmoud s'est effondré. Un passant a immédiatement prévenu le boulanger tout proche, qui a téléphoné au commissariat Maubert, lui aussi tout proche. La police est arrivée, ainsi que les pompiers, mais Mahmoud Saleh n'avait pas survécu à ses blessures.

Plusieurs témoignages concordant indiquent que les meurtriers étaient deux, de taille moyenne, et qu'ils se sont enfuis par la rue St Victor, puis par la rue Pontoise, en direction du Boulevard St Germain.

On est en droit de s'interroger devant l'attitude de la police. Tout d'abord les assassins de Hamchari, ceux de Boudia n'ont pas fait l'objet de recherche très approfondies par la police française. Au point que deux individus porteurs de passeports israéliens, fortement suspects, avaient été relâchés. D'autre part la

librairie de Mahmoud Saleh, de même que la librairie Palestine, rue de la Réunion, avait été plusieurs fois attaquée. Au moins deux fois pour la librairie de la rue St Victor. Au début de l'année dernière, des individus masqués avaient pénétré à l'intérieur et tout saccagé à coup de barres de fer, avant d'y mettre le feu. Une autre fois, la librairie avait été attaquée au cocktail molotov. Enfin, toute la rue de Poissy

était régulièrement couverte d'inscriptions sionistes, ainsi que la librairie. Il y a huit jours à peine, c'est le rideau de fer qui l'était. Et tout cela se passe à 50 mètres d'un des plus importants commissariats de la capitale !

D'autre part, exceptés les personnes qui se sont portées sur les lieux et un garçon de café, la police n'avait interrogé encore aucun voisin hier matin ! Alors que selon les termes mêmes

du ministre de l'intérieur, «des moyens exceptionnellement importants» avaient été mis en œuvre pour retrouver les assassins du député de Broglie, que tout un quartier avait été passé au peigne fin, à peu près rien n'est encore fait pour un militant Palestinien résidant en France.

Aujourd'hui, la Résistance Palestinienne fait l'objet d'attaques de grande ampleur, d'un complot gigantesque de la part des superpuissances. Nombre de militants sont menacés. Et pourtant les services secrets israéliens, héritiers des organisations terroristes sionistes peuvent agir comme elles le veulent.

Les assassins doivent être retrouvés !

Vengeance pour notre camarade !

«Une défense véritablement nationale et indépendante repose tout à la fois sur la possession d'un armement nucléaire de dissuasion et sur la participation du peuple français tout entier», a déclaré le ministre de la défense Bourges, répondant ainsi aux déclarations de Chirac en faveur d'une armée de volontaires.



LES AVOCATS DES BASQUES DÉPORTÉS À L'ILE D'YEU RÉPONDENT À PONIATOWSKI

Le 23 décembre, les Basques assignés à résidence par Poniatowski à l'île d'Yeu entamaient une grève de la faim, pour exiger la levée de leur assignation. Celle-ci n'avait été prononcée que pour deux d'entre eux. Le 23 au soir, les CRS spécialement stationnés sur l'île évacuent l'église. Depuis, le ministre de l'intérieur s'est permis d'intervenir publiquement en expliquant que la «surveillance étroite» dont les Basques font l'objet est nécessaire à la «sécurité publique». Leurs avocats ont répondu, précisant que seule une minorité d'entre eux ont été l'objet de poursuites pour appartenance à l'ETA, qu'à l'exception d'un seul, ils n'ont jamais été poursuivis pour des délits de droit commun, que si Tomas Perez Revilla a été poursuivi pour «violence», c'est que les commandos fascistes de «Christo Rey» avaient tenté de l'assassiner. Ils ajoutent : «Sur ce point, il nous faut d'ailleurs constater que si l'organisation de résistance ETA a fait l'objet d'un arrêté d'interdiction, les commandos «Christo Rey» qui viennent mitrailler les réfugiés sur le territoire français n'ont pas fait l'objet de la même sollicitude. Votre ministère ne saurait ignorer le fait que 26 attentats ont été commis en 76 contre les réfugiés basques en territoire français.»

Enfin, ils accusent le ministre de l'intérieur de violer la loi, en prenant des mesures de «surveillance étroite» vis à vis des Basques, alors qu'aucun délit n'a été commis.

1977 chez les patrons

PESSIMISME ET LICENCIEMENTS

A propos du plan Barre, d'abord : 52,5 % des patrons interrogés estiment que, pour 1977, il offre des perspectives «préoccupantes», 19 % seulement les estimant «rassurantes», 66,5 % ne lui prédisent que «quelques chances de réussite», tandis que 4,7 % seulement lui voient «de grandes chances». Le résultat général est que, pour l'année à venir, 61,8 % sont «pessimistes» ou «incertains». A noter cependant que, pour les entreprises de plus de 500 salariés, le pourcentage tombe à 56,6 %. Les investissements envisagés ne sont supérieurs à ceux de l'année précédente que dans 37,5 % des cas.

Bref, le doute subsiste dans la bourgeoisie sur les possibilités ouvertes par le plan Barre de surmonter les difficultés économiques qui sont les siennes. Doute d'autant plus grand qu'on a affaire à des entreprises moins importantes, qui se trouvent souvent menacées par les perspectives de res-

Le journal financier «les Echos» publiait hier matin un sondage effectué auprès du patronat sur les perspectives de l'année 77. L'ensemble est significatif, aussi bien en ce qui concerne l'attitude du patronat à l'égard de la classe ouvrière, que l'appréciation portée sur la politique gouvernementale.

tructururation liées à la politique du premier ministre. Il s'en suit une hésitation à investir, qui remet en cause les chances de l'orientation économique suivie par le gouvernement : cette question a été soulevée par Barre lui-même à plusieurs reprises au cours des dernières semaines de 1976.

Une certitude ressort par ailleurs des réponses apportées par le patronat : l'augmentation du chômage sera importante au cours de l'année qui vient de s'ouvrir. En effet, 19 % seulement des chefs d'entreprise pensent que leurs effectifs seront supérieurs cette année, et près de deux fois plus (33,5 %) qu'ils seront inférieurs. En cas de baisse d'activité, c'est 38,3 % qui

Giscard écrit aux maires

Le rapport
de Guichard :
liquidation des
communes rurales

«L'exercice de vos responsabilités est limité par l'intervention compliquée et lourde de l'administration de l'Etat. Il faut absolument décentraliser les pouvoirs et s'engager vers une vaste réforme des collectivités locales». Aussi, «le gouvernement organisera une vaste consultation à partir du mois d'avril prochain» sur le contenu du rapport Guichard concernant les municipalités : voici ce que Giscard écrit dans une lettre adressée à tous les maires de France à l'occasion de la nouvelle année.

Le rapport Guichard sur les collectivités locales vise en effet à modifier la distribution des pouvoirs locaux et à imposer un nouveau découpage des collectivités locales. Le rapport préconise plusieurs types de regroupement de communes :

- Des communautés en espace rural regroupant les petites communes rurales, elles compteraient environ 5 000 habitants.

- Des communautés d'équilibre regroupant autour d'une petite ville des communes rurales, elles compteraient entre 5 000 et 20 000 habitants.

- Des communautés urbaines formées d'une ou plusieurs communes urbaines dépassant 20 000 habitants. Les plus importantes, celles dépassant 200 000 habitants auraient droit à l'appellation «communautés urbaines», les autres s'intituleraient «communautés de communes».

Les pouvoirs locaux réunis dans les mains d'un syndic élu par le conseil communautaire, lui-même élu par

les conseillers municipaux de chaque commune membre de la communauté. Les communes les plus importantes devraient logiquement se retrouver à la direction des syndicats. Dans ce système les maires et les conseils municipaux n'auraient guère plus de pouvoir, ils conserveraient l'état civil et le bureau d'aide social. D'où l'opposition des maires des communes rurales promis aux inaugurations de chrysanthèmes.

En plus des pouvoirs ordinaires des municipalités, les communautés auront des responsabilités en matière d'urbanisme, élaboration du plan d'occupation des sols...

Ce nouveau découpage sanctionne 100 ans de centralisation et de concentration capitalistes, d'urbanisation forcée et d'exode rural. Mais au lieu de décentraliser les pouvoirs comme le prétend Guichard ses propositions ne peuvent que renforcer la liquidation des petites communes, accélérer l'exode rural, et la transformation de certaines régions en désert économique et humain.

62,3 % s'ils sont amenés à investir, n'envisagent que des investissements dits «de productivité», c'est-à-dire permettant le maintien ou l'expansion de l'activité industrielle sans embauche ou avec réduction de personnel (en contraste avec les investissements dits «de capacité», qui concernent une extension de la dimension des entreprises).

Un dernier point : interrogés sur «les facteurs qui menacent la politique de l'entreprise», ces messieurs placent au premier plan, avant «l'effet déflationniste du plan Barre», «le climat politique», etc... «les risques d'affrontements sociaux».

Bref, la bourgeoisie sait bien que, si les directions syndicales ont réussi pour l'instant à brider le courant de révolte qui s'était puissamment manifesté le 7 octobre 76, cet attentisme organisé risque de rencontrer de plus en plus de difficultés à s'imposer au cours des mois à venir.

LUTTES OUVRIÈRES

Métallurgie, EDF... Relance syndicale au petit trot

Suite de la P.1

Les organisations syndicales de la Fonction Publique et Nationalisée (UGFF-CGT, UFFA-CFDT, FO, CFTC, FEN) doivent, sur cette lancée, se retrouver mercredi également. En cette même «journée d'expression syndicale» (comme disait Ségué) les métallurgistes ont été également invités par CGT et CFDT à «se mobiliser à l'occasion de la Commission Paritaire Métallurgie» contre l'organisme patronal, UIMM, et «pour la défense de l'emploi». En tout cas, ce n'est pas là l'offensive syndicale de rentrée dont pourrait s'émouvoir le patronat : les bureaux patronaux seront par contre envahis mercredi... de paquets de pétitions, tout comme à l'EDF ! Jeudi, les syndicats de la RATP devraient eux aussi se rencontrer. Qu'en sortira-t-il ? Quand seront tenues les promesses de Bidouze (de l'UGFF-CGT) de décembre 76 sur la «coordination des efforts des travailleurs contre la super-austérité» ? La question est d'un coup reposée par cette effervescence pétitionnaire, ces journées d'inaction, qui si elles se renouvellent ne risquent pas d'enclencher la seconde manche attendue de la lutte contre le plan Barre, bien au contraire !

Pourtant, les motifs d'agir ne manquent pas, on le sait ! Ponctuellement, les travailleurs de la métallurgie (dont plusieurs entreprises sont actuellement en lutte) sauront toutefois se saisir de cette «relance» au petit trot pour y faire passer pour partie leur volonté de lutte, comme en Bretagne (autour des entreprises occupées (Actime, Sicca, Flaminaria...) ou dans le groupe Marrel pour unir leurs efforts dans la défense de l'emploi !

S.R.

St Flour

SOLIDARITÉ AVEC LES OUVRIERS TURCS LUTTANT POUR LEURS CONTRATS

A St Flour, la concentration «anormale» de manœuvres immigrés de nationalité turque, embauchés illégalement, leurs conditions de travail et de logements, le non-paiement des cotisations de la Sécurité Sociale ont fini par alerter de nombreuses personnes. Début décembre, l'inspection du travail devait déclencher l'enquête, soi-disant «pour régulariser la situation».

Le vendredi 10 décembre, M. Rosières, entrepreneur de travaux publics (accompagné de deux gendarmes !) vient licencier les Turcs qu'il emploie et leur demande de vider les logements (4 baraquas de chantiers de 4 mètres sur 2) sous huit jours ! Une rapide enquête permet de déterminer qu'ils étaient une quarantaine dans la région, tous sans papiers : travailleurs du bâtiment, des travaux publics et dans la majorité des cas, prêts à lutter pour faire reconnaître qu'ils sont des travailleurs et pour remplir leur carte de séjour et de carte de travail...

Quelques jours plus tard, sous la pression des travailleurs et de la CFDT, M. Maurice Rosières, signait des promesses d'embauche pour que les travailleurs puissent déposer les demandes de contrats. La sous-préfecture semble promettre de vouloir régulariser la situation. Mais le 27 décembre, après le passage à Aurillac du chargé d'affaires du Secrétariat d'Etat des Affaires à l'Immigration, le temps change ! «Ceux rentrés en France en Août 74 obtiendraient leurs papiers et c'est tout». La préfecture en trouve 5 sur la quarantaine

(alors qu'ils sont au moins 9) et ne veut tenir aucun compte des autres y compris les cas sociaux (enfants à charge, etc...).

Dans le même temps, l'ANPE essayait de faire signer des formules de «demandes de rapatriement gratuit» par l'Office National de l'Immigration. Mais personne n'a ces formulaires. Cela ressemblait à une expulsion aussi tous les travailleurs sans exception refusèrent de signer !

Le soir même, les flics tentaient d'intimider les travailleurs en entrant dans leur baraque pour leur dire que «les syndicats font de la politique» et qu'ils seraient «gentils avec eux s'ils ne vont plus les voir» ; mais c'était encore une fois peine perdue !

Pour développer une rapide solidarité avec les travailleurs immigrés et pour créer un rapport de forces largement en leur faveur, popularisons partout leur lutte et soutenons-les financièrement.

(Le CCP sera communiqué d'ici quelques jours)

Correspondant Saint-Flour (Cantal)

Les bennes Marrel (Vitrolles, Bouches du Rhône)

PERSONNE N'A ENVIE DE SE SERRER LA CEINTURE POUR BARRE OCCUPATION POUR EXIGER LA SATISFACTION DE NOS REVENDICATIONS

Le dernier jour de l'année 1976, «la trêve des confiseurs sera courte» reconnaissait avec crainte, toute la presse et les commentateurs bourgeois. Honte ! Pour certains travailleurs, il n'y aura pas eu de trêve. C'est le cas des Bennes Marrel, en grève depuis le 21 décembre.

Après le refus de la direction de discuter de leurs revendications, l'occupation a été décidée à l'Assemblée Générale, mercredi 29 décembre. Tous étaient bien décidés avec leur section CGT, à passer le réveillon dans l'usine occupée.

Après le refus de la direction de discuter de leurs revendications, l'occupation a été décidée à l'Assemblée Générale, mercredi 29 décembre. Tous étaient bien décidés avec leur section CGT, à passer le réveillon dans l'usine occupée.

Sous une pluie battante, l'un des grévistes du piquet de grève ouvre le portail cadenassé : «C'est pour empêcher que la direction entre dans l'usine» me dit-il. Sur la façade de l'usine, une banderole où on peut lire, en grosses lettres rouges «Usine Occupée».

Arrivé au sec, après présentation du Quotidien du Peuple, les travailleurs et un délégué CGT m'expliquent leurs revendications (pas moins de 17 au total). «Mettez les revendications telles que nous les demandons» insiste à plusieurs reprises le délégué, qui a trop vu de journaux déformer leur contenu. Et les travailleurs se mettent à commenter leur cahier revendicatif :

1) Une prime de déplacement uniforme, pour tout le personnel : «Ceux qui viennent en voiture par

ticulière ont 5 F 30 par jour, les autres n'ont rien» explique l'un d'eux. Cette revendication est demandée depuis 71, a amené le déplacement de l'usine de Marseille à Vitrolles.

2) Le retour aux 40 heures sans perte de salaire : «Les salaires de 180 F par mois et parfois même moins, pour 43 heures ne font pas l'exception».

3) La retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes.

4) Le paiement intégral sans perte de salaire des jours de chômage partiel : «La direction voulait nous mettre en chômage partiel, maintenant, il n'en est plus question» commente le délégué.

5) La garantie de l'emploi : «Dans la conjoncture actuelle, nous tenons à la préciser».

6) Le paiement d'une heure par mois pour tout le personnel pour participer aux assemblées d'informations.

7) Interdiction d'exercer par l'intermédiaire du personnel, d'encadrement, une pression sur le représentant du personnel par la transmission de consignes non relatives à l'accomplissement du travail : «Ici, c'est comme dans toutes les usines, les pressions sont de

toutes sortes, la liste serait trop longue à énumérer».

8) Augmentation générale des salaires de 5% au premier janvier 1977 : «Aucun des grévistes n'a envie de se serrer la ceinture pour la bonne application du plan Barre».

9) Le paiement de la prime d'ancienneté au salaire réel «et, non pas sur le SMIC» me précise un gréviste. Et.

10) Le paiement des heures perdues, en raison de la grève d'EDF qui n'est pas le fait des travailleurs : «Ça représente au moins huit heures pour chacun de nous».

Les autres revendications sont des augmentations ou promotions de quelques travailleurs O.S. ou P1, des mesures relatives au chauffage des ateliers de montage, le respect des libertés syndicales, et le refus du calcul actuel des salaires, basé sur le travail individuel au rendement («Le mois américain»).

POUR LA SECTION CGT: «PAS UN SEUL LICENCIEMENT»

Certaines revendications préventives se comprennent mieux quand on sait que plusieurs succursales des Bennes Marrel, ont déjà licencié près de 186 travailleurs, soit plus que le personnel de l'usine de Vitrolles qui en compte 155 : 18 à Liberville dans le Nord, 18 à Clamart et environ 160 à St Etienne où se trouve le siège social (à St Etienne, initialement 180 licencié-

ments étaient prévus). «Ici, l'usine tourne très bien, les effectifs sont passés de 110 en 1971, à 155 aujourd'hui» me précise le délégué CGT, «mais nous sommes conscients qu'il y a toujours le danger d'une baisse des effectifs pour augmenter la productivité, comme le recommandait le plan Barre».

Jusqu'à maintenant, la popularisation de la lutte se limitait à des tracts sur la zone industrielle de Vitrolles, mais les grévistes sont décidés à amplifier l'action, si, une fois de plus, la direction «de combat» refuse de discuter sur les revendications. Déjà, le 7 octobre, ils avaient participé à un grand rassemblement de Marseille : «Le 18 novembre, nous avons débrayé et pour la journée du 5 janvier, dans la métallurgie, nous y participons».

L'année 1977, commence comme l'année 1976 s'est passée et terminée : «Notre réveillon, c'est l'occupation de l'usine, comme nous le faisons depuis mercredi» conclut un gréviste. Sur cette zone industrielle, nouvelle, de nombreuses luttes se sont déjà menées, comme celle de la SITUB, de LOZAI-BABCOCK... une large mobilisation autour des Bennes Marrel est donc possible pour faire céder la direction et marquer ainsi le début de 1977 par une première victoire de tous les travailleurs de cette zone.

Bureau de Presse Régional

Bennes Marrel (Andrézieux)

ARRÊT DE TRAVAIL ET OCCUPATION CONTRE LES LICENCIEMENTS DANS LE GROUPE.

A l'usine-mère d'Andrézieux-Bouthéon du groupe Marrel (siège décentralisé des anciens établissements de La Rivière à Saint-Etienne) les travailleurs avaient déjà occupé les locaux, dans le cours d'un débrayage massif le 23 décembre 76 (voir QDP, «chômage sur la Loire») pour s'opposer aux 160 licenciements décidés par la direction. L'approche de l'échéance liquidatrice du 15 janvier où ces licenciements deviendraient effectifs renforce la volonté de lutte des travailleurs des Bennes.

Devant le refus de négocier (et même de recevoir les syndicats) opposé par la direction, les syndicats CGT-CFDT-FO-CFTC ont demandé une entrevue à la préfecture, tandis qu'était entreprise lundi, une nouvelle occupation des locaux et bâtiments administratifs d'Andrézieux. Cette initiative d'«avertissement», prise dans le cours d'une grève entamée par la quasi totalité du personnel (ouvriers et



Les travailleurs des Bennes Marrel manifestent devant la mairie de St Etienne contre les licenciements

mensuels) il est qu'une étape dans la mobilisation et la mise en œuvre d'un rapport de forces dans toutes les unités des Bennes Marrel, pour la sauvegarde de l'emploi d'abord, mais aussi contre le chômage partiel et les pertes de salaires. La liaison entre les travailleurs en lutte au sein du groupe, la coordination ouvrière sont

désormais à l'ordre du jour ! Les initiatives déjà prises dans la Loire, autour des Bennes, à l'occasion de la Journée d'Action Départementale CGT-CFDT du 16 décembre, comme précédemment le 3 décembre, le succès de leur manifestation (de Bouthéon-Andrézieux jusqu'à la mairie de l'ancien «ministre du chômage», Du-

rafour) à Saint Etienne, marquent la nécessité d'aller plus loin maintenant, de faire échec aux plans réactionnaires de restructuration chez Marrel ! Il est plus que temps de développer l'offensive pour l'emploi dans ce département où chaque jour, depuis un an, 15 travailleurs se retrouvent chômeurs !

LUTTES OUVRIÈRES

Les vœux de lutte des «Réo»

"77, UNE ANNEE DE REPIT ? CERTAINEMENT PAS !"

Mais l'année 1976, pour la classe ouvrière fougèraise ne laisse pas ce seul souvenir amer de l'hémorragie de chômage qui a saigné le pays : ce sont d'abord et surtout douze mois qui portent l'empreinte de la colère et de la lutte ouverte, offensive et opiniâtre contre la crise de la bourgeoisie et ses conséquences. Ce sont ces moments d'une lutte d'un an qu'ont évoqués les «Réo» au cours des réveillons de Noël et de la Saint Sylvestre, dans l'usine occupée depuis onze mois. Au cours de ces deux soirées, la vingtaine de travailleurs au piquet de nuit avait organisé des «repas améliorés» comme dit l'un des ouvriers présents, notant avec fierté que, pour marquer leur soutien, d'autres travailleurs fougèrais avaient déserté un instant les réveillons familiaux pour venir les voir, les encourager et leur souhaiter une «bonne année de lutte».

«Bonne année ! Avec du boulot pour tout le monde !» C'est ainsi également que se quittaient plusieurs militants syndicalistes de l'usine après une réunion qui avait pour tâche lundi dernier d'approfondir le bilan de onze mois de lutte. «Il nous faut creuser pourquoi à certains moments, expliquait l'un d'eux, la lutte a connu un certain essoufflement, où le soutien s'était affaibli et où on avait du mal à combattre un certain découragement. En fait, on l'a vu au moment des menaces d'expulsion il y a quelques semaines, les «Réo» sont très fermement attachés à l'objectif de maintenir les 600 emplois. C'est pour cela

Vendredi dernier, aux dernières heures de l'année écoulée, Giscard, en guise de vœux, se sentait obligé de reconnaître que «l'année 76 avait été plus difficile que prévu». Les travailleurs fougèrais qui avaient pris la peine de l'écouter, et au tout premier rang les «Réo», savent mieux que quiconque de quel prix se paient ces «difficultés» : 76 a été une année noire pour le pays fougèrais avec près de 3 000 chômeurs dans les files de l'ANPE.

qu'on aborde 77 et bientôt le premier anniversaire de l'occupation avec confiance».

Le dernier des cadeaux de la bourgeoisie aux «Réo», au crépuscule de l'année 76, n'a pas été autre chose que la menace de les expulser de leur usine. «Chaudes alertes...» note un responsable de la lutte. Mais le juge, au vu d'un dossier trop mal ficelé, a débouté les syndicats qui, sans doute, vont faire appel de cette décision. «Cette menace a ressoudé nos rangs», commente Eugène Simon, et avec les embrouilles judiciaires, ça repousse tout jugement d'expulsion de trois bons mois. C'est un répit qu'on compte mettre à profit pour relancer des initiatives d'ampleur. C'est ce qui se discute aujourd'hui dans l'usine. D'autant que les échéances sont déjà plus ou moins fixées qui feront de 77 à Fougères une année décisive...»

Les échéances, en effet, il n'en manque pas. Ce sont autant de rendez-vous fixés par la bourgeoisie auxquels les «Réo» et toute la classe ouvrière fougèraise s'approprient à répondre présents, à leur manière.

Et d'abord cette épidémie de licenciements contre laquelle il faut mener la

bagarre. De nouveaux licenciements sont annoncés, des bilans vont encore être déposés. Un des militants commençait d'énoncer sur les doigts de la main les usines actuellement en difficulté. Il s'est bien vite arrêté : «Tu vois, je n'ai pas assez de mes deux mains pour énumérer les endroits où ça va mal». «Là encore, concluait-il, ça rend encore plus évident ce qu'on disait déjà il y a un an : c'est tout un pays qu'on veut tuer et pour imposer les solutions, il faut mener une lutte unie».

Il y a plus révoltant encore : c'est maintenant confirmé, les quatre responsables des organisations syndicales du pays fougèrais (CFDT, CGT, FO et CFTC) sont maintenant inculpés en vertu de la loi «anti-casseurs» pour la manifestation du 29 septembre 1975 où les CRS, en expédiant les grenades lacrymogènes en tir tendu, avaient crevé l'œil de Christine Mochon, 17 ans, chômeuse ! Dans cette affaire, la bourgeoisie n'a préféré retenir que le bris de la vitrine du magasin de Leker, l'adjoint au maire. Son cynisme n'a décidé ment pas de bornes. L'affaire est en cours d'instruction et soulève une très vive indignation à Fougères.

On comprend aisément pourquoi la bourgeoisie fou-

gèraise est gagnée par la fébrilité et une gêne mal dissimulée à mesure qu'approchent les municipales à un moment où les très nombreux postulants à la mairie, à commencer par Cointat le maire sortant, auraient sans doute souhaité plus de sérénité. «Bien des problèmes pourront être posés sur le tapis. Tous les chômeurs se chargeront de poser les vraies questions et on verra ce que ces messieurs ont à répondre».

Face aux multiples listes de candidats qui se composent, à droite comme à gauche, certains militants engagés dans les luttes fougèraises auraient souhaité établir une «liste de lutte» reprenant les revendications ouvrières afin de se saisir de cette occasion pour en amplifier l'écho et pour porter le débat sur les projets de crise de la bourgeoisie. Cette «liste de lutte» n'a pas encore vu le jour, sa nécessité n'étant pas toujours bien comprise par tous et les discussions achoppant sur le programme d'action à élaborer.

Alors 77, une année décisive à Fougères ? Sans aucun doute. «Une année qui sera certainement pire encore que 76 sur le plan économique», résumait un militant de Réhault, certains voudraient nous faire croire que c'est une année-charnière, un répit, avec la promesse que les choses changeront aux législatives de 78. Nous ne sommes pas décidés à crever de mort lente à Fougères, pas plus en 76 qu'en 77 ni au-delà d'ailleurs ! Nous allons nous battre avec plus d'énergie encore !»

Textile

LIQUIDATION DE LA SOVOCEM DE ROUBAIX EN GUISE DE NOUVEL AN !

Le week-end du nouvel an a amené pour 330 travailleurs du textile de Roubaix une lettre de licenciements ? la SOVOCEM c'est une de ces petites entreprises du textile que la crise dégraisse sans coup férir actuellement (1 100 licenciements «économiques» sur Roubaix-Tourcoing, dont 670 dans le textile seulement depuis septembre !). Un administrateur provisoire avait été nommé fin novembre déjà, mais le bilan a été déposé pour cessation de paiement (un rachat envisagé ne s'étant pas produit).

La firme Herbaut-Denneulin (dont la SOVOCEM dépendait et curieusement elle était un ancien atelier avant de prendre statut d'entreprise de confection) assurera des commandes jusqu'au 28 février, date de cessation officielle d'activité tandis que le syndicat poursuit des négociations pour une autre piste de rachat de l'entreprise (mais avec «ré-emploi» d'une partie seulement du personnel). Les syndicats CGT et CFDT du textile roubaisien s'élèvent «contre la liquidation d'une nouvelle entreprise de confection sur Roubaix, contre une fermeture voulue et préméditée par la direction qui préfère commercialiser des produits plutôt que de les fabriquer, privant ainsi des travailleurs de leur emploi !»

Dans ces conditions, et alors que la crise dans le textile frappe également la région de Troyes, Roanne, Lyon... que peut bien signifier l'engagement du gouvernement à défendre le textile et sa «reconnaissance de l'importance de la

branche au niveau de l'emploi et l'équilibre régional du Nord» (tel que cela a été déclaré lors du récent Comité interministériel pour les problèmes économiques et sociaux tenu à Matignon) si ce n'est défendre les profits d'ensemble du patronat du textile en pesant sur leur restructuration ?

● CAISSES D'ÉPARGNE PARISIENNES : VERS LA REPRISE ?
Les employés des Caisse d'Épargne Parisiennes en lutte depuis trois mois, reprendront-ils le travail demain ? C'est du moins ce qu'ont laissé entendre les organisations syndicales hier... et ce qu'elles semblent avoir décidé. Cette reprise, si elle est confirmée et elle devrait l'être, (la CFDT disait hier que l'objectif de l'assemblée générale de ce matin, rue du Louvre serait de déterminer «dans quelles conditions va s'effectuer la reprise») pose en plus de l'essentiel (causes et conséquences) un problème immédiat : les conditions dans laquelle elle a été décidée. Hier, la majorité des grévistes présents (528) avait voté la continuation et selon la CFDT, l'occupation. La reprise aurait été décidée par les syndicats vu que le «quorum n'avait pas été atteint», c'est-à-dire qu'un nombre insuffisant de grévistes auraient voté.

Parisien Libéré

Après la mort d'Amaury :

«IL N'Y A RIEN A CHANGER»

(C. Bellanger, directeur du P.L.)

Claude Bellanger, directeur général du Parisien Libéré, interviewé à la télévision, a précisé qu'après la mort d'Amaury «tout ce qui a été fait et dit sera maintenu, poursuivi et continué». Il a qualifié l'attitude de son ex-patron dans le conflit avec les travailleurs du Livre de «mesure de salut pour la presse toute entière». «Tout a été dit et exposé. Il n'y a rien à changer. Rien ne peut être modifié. Nous n'avons pas employé le mot négociation : au cas où un mot ou deux n'auraient pas suffi, il a accumulé les expressions pour bien faire comprendre que la mort d'Amaury ne devait rien changer à l'attitude de la direction de son groupe de presse. D'ailleurs, ce monsieur Bellanger avait placé sa signature en haut de toutes celles des dirigeants du journal, qui pu-



bliaient au lendemain de l'intervention policière au Parisien un éditorial fracassant, sous le titre : «La justice a passé».

Quant à la succession, Bellanger a précisé : «La majorité des actions revien-

nent aux héritiers» d'Amaury. «Sa fille Francine était extrêmement proche de son père. Elle a sa place toute marquée pour devenir présidente de la société selon la loi».

Ce sont ces gens, «les

propriétaires responsables» que le Comité Intersyndical du Livre Parisien souhaite rencontrer «au plus vite, pour engager des négociations positives» et face auxquels il déclare «n'avancer aucune exigence déraisonnable».

Marseille

SUCCÈS AUX GRANDS TRAVAUX DU MIDI

Dans un communiqué le syndicat CGT des Travaux du Midi déclare : «Au Travaux du Midi (Groupe GTM), comme dans toutes les entreprises, les ordres du ministre du travail Beullac sont paroles d'évangile. Il a dit, et il n'est pas le seul : «il faut licencier !» C'est ce qu'on essayé de faire nos patrons. En guise de Père Noël un petit séjour (voire long) à l'ANPE, 23 camarades dont 5 délégués du personnel et membres du Comité d'Entreprise, étaient sur la liste déposée sur le bureau de l'Inspection du Travail. Grâce à la mobilisation de tous nos militants, il a été permis de réunir un volumineux dossier sur les agissements néfastes et malhonnêtes de nos patrons : sous-traitance, travail intérimaire, embauche en période de licenciements ; concentration de 5 délégués sur le même chantier pour pouvoir les liquider, etc...»

Voilà ce qui est apparu après enquête ! Grâce à ces éléments et après intervention de l'Inspection du Travail, nous avons eu la joie d'entendre de la bouche du porte-parole de la direction : tous les licenciements sont annulés !»

Il reste malgré tout le cas de 3 Etam et celui du chef d'équipe (56 ans, 24 ans d'ancienneté) à résoudre. Le syndicat, «fort de cette victoire, qui est celle de tous les travailleurs» indique par ailleurs que la CGT des GTM n'a jamais laisser tomber personne et que pour le cas de ces 4 travailleurs, 1977 ne devra pas «concurrencer dans le souci et la gêne, le lot quotidien de 1 million 400 000 de nos frères de lutte» !

POLITIQUE

La visite de Giscard au village du Soleil Levant

«C'EST SE MOQUER DES MISÉRABLES !»

HERBLAY, une petite ville pavillonnaire dans le Val d'Oise à quelques kilomètres de Conflans et de Pontoise. Les pavillons contrastent avec les roulottes de gitans et les baraques des bidonvilles improvisés qui sont légion ici : repoussés de mairies en mairies, elles viennent échouer à Herblay qui les tolère... Au fond d'Herblay, complètement isolé, un groupe de maisons rassemblées autour d'une cour, c'est le village du mouvement «d'aide à toute détresse», intitulé «Village du Soleil Levant». Il porte bien mal son nom en l'occurrence...

«70 % DES GENS SONT AU CHÔMAGE ICI!»

Un bien curieux village en effet, où 7 personnes en âge de travailler sur 10 sont inscrites au chômage. Ceux qui travaillent sont le plus souvent intérimaires et se retrouvent rapidement sans travail. En 1975 la moyenne des revenus par personne et par jour était de 6 à 13 F par personne au soleil Levant. Plus de 70 % des résidents ont moins de 10 F de revenu par jour. Au soleil Levant les familles comptent en moyenne 6 enfants ; l'une comptait même 22 enfants : la mère a été tuée par une voiture...

UNE VISITE CONTROVERSÉE

Pour le «Comité d'accueil» (responsable du mouvement «aide à toute détresse» et gardien) la visite était totalement inopinée «Mme Macaud avait rencontré Mme Giscard lors du Congrès des femmes du Quart Monde, c'est tout, je vous assure !» «Non, notre mouvement n'est pas lié à un parti politique, bien sûr !» Et le gardien de se proposer de nous guider «aimablement» chez les résidents pendant l'enquête ; et ce, malgré notre insistance à travailler

seuls... «Vous savez les gens d'ici, il est facile de leur faire dire ce que l'on veut»...

Chez les Macaud, tout est propre et bien rangé «On a bien eu une dizaine de journaliste aujourd'hui ! Si cela va changer quelque chose pour nous, peut être !» Quand à M. Macaud, nous n'aurons pas le plaisir de pouvoir le voir sans tout le comité d'accueil. Une certaine conception de «l'aide à toute détresse»...

«Je n'aimerais pas être à sa place, lorsqu'il va reprendre à l'usine et que tous ses camarades vont le traiter de giscardien !». C'est un autre résident qui parle. Dans une autre maison, de construction plus que sommaire, un intérieur à la limite de la salubrité, vit une famille où personne ne travaille «C'est dur maintenant qu'ils ne payent plus le chômage qu'à la fin du mois !». Les voisins, installés devant la télé, n'ont pas été dupes «C'est une opération de propagande, ni plus ni moins sur le dos de pauvres gens. Giscard est venu ici pour se donner du panache : le fils intervient «C'est pour ses affaires à lui qu'il est venu pas pour les nôtres ! Ici, il y a deux

sortes de personnes : une population marginale, ceux qui n'ont jamais travaillé et vivent uniquement d'aide et celles qui sont vraiment au chômage».

ASSOCIATION CHARITABLE OU RÉACTIONNAIRE ?

Dans une autre maison, une famille toute entière



nous confie son mépris pour la visite de Giscard «Ils disent que ce n'était pas préparé. En fait ils briaquent la maison depuis un bon moment. Il faut voir la nappe et les couverts qui étaient préparés ! Il y avait même le curé en personne,

le «père Joseph» pour inspecter le tout» «Ils disent qu'ils ne font pas de politique. Mais Claudius Petit est à la tête de l'affaire, le même qui a expulsé les délégués grévistes des Sonacotra ! Le mouvement «Aide à toute détresse» c'est une véritable industrie. Ils ont un groupe aux USA, au Brésil, au Canada et d'autres en Europe de l'Ou-

tout. C'est de moquer des misérables !» La conversation revient spontanément sur les liens entre le

La conversation revient spontanément sur les liens entre le «mouvement» et le pouvoir «Ils ont même dit qu'ils allaient «politiser» le mouvement maintenant. C'est à dire le politiser à droite. En venant ici, Giscard a récupéré, c'est sûr, quelques voix pour lui». Le mouvement «d'aide à toute détresse» sollicite des dons auprès de personnes riches pour construire pour les défavorisés affirme sa presse. Ces gens du soleil Levant ont une autre façon de voir les choses «En fait, ils utilisent un sentiment charitable, proposent des loyers peu élevés, mais récupèrent en quelques années le coût de la construction qui appartient alors au mouvement». «Ils peuvent comme ça encore construire, développer leur influence réactionnaire. D'un côté, il y a la façade et de l'autre la réalité».

Tout le monde certes n'est pas de cet avis dans le village, un certain nombre a même signé le Livre d'Or de Giscard, mais une fois éteints les projecteurs de la

télé et disparues les voitures officielles, qu'est ce qui changera donc au soleil Levant ? Et les quelques illusions que Giscard a pu renforcer chez certains habitants ne prennent qu'un tour encore plus odieux, au vu de leur misère. En tout cas, Giscard, bien malgré lui, a illustré la conception qu'il a de la lutte contre les inégalités : partir du principe qu'il y aura toujours de la misère comme un fait établi pour jouer l'avocat des malheureux. Mais les 70 % de chômeurs du soleil Levant sont là pour montrer qui enfante l'inégalité et la misère qui la suit.

Enquête de Pierre Pujol

«Guéna, délégué politique du RPR s'est déclaré hostile au scrutin proportionnel et pour le maintien du scrutin majoritaire : «Il faut un scrutin majoritaire pour dégager une majorité. Si l'on changeait la loi électorale dans les circonstances présentes, cela apparaîtrait comme une dérobade ou une manœuvre». Déclaration évidemment dirigée contre les projets de Giscard

SPIRE (RFA)

Chronique de la 2^e Cie d'instruction du 10^e régiment

Dans un supplément à son journal «Spirite Rouge», le comité de soldats du 10^e Rgt dénonce «l'état de violence et d'insécurité» qui existe à la compagnie d'instruction, et dont la responsabilité revient à l'encadrement :

Un sergent engagé et un caporal-chef appelé se défoulent sur certaines recrues jusqu'à casser le poignet de l'une d'elles en sautant à pieds joints sur son bras. Accident involontaire ?

Un autre appelé reçoit la crosse d'un fusil en plein visage jetée par un caporal-chef furieux de n'être pas passé sergent. Accident involontaire ?

Un appelé qui hésitait à sauter par-dessus un petit fossé s'est vu pousser par un gradé ; il tombe et se foule la cheville. Accident involontaire ?

Voyant cet état d'insécurité, un appelé a déserté avec son fusil ; il n'a été retrouvé que le lendemain. Il est ressorti sans punition de cette aventure, ce qui en dit long sur la responsabilité de la hiérarchie dans cette aventure.

D'autres faits tous aussi scandaleux sont à noter :
- Des revues d'armes qui durent des heures ;
- Des appelés ont dû se lever à 4 heures du matin pour écouter un cours de règlement militaire sur la réintégration des fusils.

Les gradés font chanter aux appelés des chants commandés qui se sont tristement illustrés en Algérie et en Indochine.

Tout cela est inadmissible, et c'est pour cette raison que nous écrivons cette lettre. Mais il faut savoir que ces faits sont familiers au 10^e RG. Devons-nous rappeler la mémoire à la hiérarchie ?

Contingent 75/12 : «Le froid... la neige... Conscients, ils savent qu'il est dangereux de continuer la manœuvre, veulent faire demi-tour, le disent... Un ordre... Continuer... Bilan... Plusieurs pieds gelés... Un soldat marqué à vie, un de plus sur la longue liste de vos crimes !»

«A sa sortie de l'Elysée, où il était venu présenter ses vœux Edgar Faure, président de l'Assemblée Nationale, a déclaré : «Je ne souhaite pas que des élections législatives anticipées aient lieu en 1977». Il a précisé : «Si j'ai dit cela au président de la République, c'est que j'ai pensé que cela ne lui déplairait pas.»

Ceccaldi rayé de la liste d'avancement

Le substitut Etienne Ceccaldi de la section financière a été rayé de la liste d'aptitude par la commission d'avancement. Le ministère de la justice lui a ainsi fait payer son refus d'être muté à Hazeubrouck. Cette sanction, Ceccaldi s'y attendait, mais elle prouve s'il en était besoin que le système de l'avancement est un moyen pour la Chancellerie de s'assurer la docilité de la magistrature. La mutation à Hazeubrouck était déjà une première sanction contre Ceccaldi dont Lecanuet voyait d'un mauvais œil les investigations sur les fraudes des sociétés pétrolières dans la région de Marseille. Cette mutation aurait été un moyen de le dessaisir du dossier. Le refus de Ceccaldi, la mobilisation du syndicat de la Magistrature qui fit une journée de grève obligèrent le pouvoir à reculer, aucune sanction disciplinaire ne fut prise contre Ceccaldi qui fut maintenu à Marseille.

Affaire de Broglie : les actions de la Reine Pédaque saisies

Le juge Floch s'est rendu à la banque d'affaires Demachy, du groupe de Wendel, où il a saisi les actions du restaurant de la Reine Pédaque qui y étaient placées dans un coffre. Ces actions avaient été remises à De Broglie par de Varga et de Ribemont, en garantie du prêt de quatre millions qu'ils avaient obtenu sous le nom de de Broglie. De Broglie remettait à ses deux «conseillers» des paquets d'action, en échange des mensualités de 72 000 F que les deux hommes lui versaient.

La police faisait grand mystère autour de ces actions, laissant entendre qu'elles étaient introuvables,

alors que de Varga avait rapidement fait savoir qu'elles étaient détenues par la banque d'affaire du restaurant.

D'autre part la police annonce que le policier Simoné et de Varga étaient en communication constante au moyen d'un radio-téléphone de type «eurosignal».

Enfin, le journal «Le Monde» fait état de déclarations du président de la banque internationale à Luxembourg selon lesquelles de Broglie, qui avait créé (avec un député RPR) une société bidon au Luxembourg, était en relation «avec un groupe suspect», sans autres précisions.

TÉLÉVISION

Extension de la grève des artistes interprètes

Les syndicats CGT et autonome des artistes-interprètes de la télévision en grève depuis le 18 novembre ont décidé de reconduire leur mouvement jusqu'au 15 janvier. Ils ont appelé les ateliers de synchronisation à se joindre à leur grève à partir du 6 janvier. Cette décision d'extension du mouvement renforce la position des artistes-interprètes, dont la direction pouvait tourner la grève en s'appuyant sur des séries étrangères de remplacement. A partir du 6, la traduction de ces séries ne sera plus assurée, et la direction des chaînes aura bien du mal à meubler ses programmes.

Les artistes-interprètes dont la majorité sont au chômage une grande partie de l'année exigent des garanties sur un volume de

production leur assurant du travail et demandent de toucher une part sur les retransmissions d'œuvres auxquelles ils ont participé. Cela fait plus d'un an que le problème est posé, les directeurs des chaînes se sont toujours défilés, jusqu'à ce que la grève éclate. Un médiateur a été nommé par le gouvernement : Edeline, PDG de la SFP, une des sociétés issues de l'ORTF. Mais aucun accord n'a pu se dessiner jusqu'à maintenant, les directeurs de chaîne refusant de satisfaire aux revendications des artistes. Les négociations engagées avaient été rompues le 30 décembre, les syndicats demandent que les responsables des sociétés de programme et des sociétés de production de la télévision reprennent les négociations.

Liban

Les syriens imposent la censure de l'information

Les troupes syriennes qui occupaient les locaux de plusieurs journaux libanais depuis plus d'un mois, se sont retirés hier; en effet c'est depuis hier qu'est entrée en vigueur une censure sans précédent sur tous les journaux, et plus largement sur tous les moyens d'information: radio, télévision, films. Les contrevenants seront passibles non seulement de la fermeture de leurs journaux, mais aussi d'un emprisonnement pouvant aller de 1 à 3 ans, ainsi que de lourdes amendes. Une telle censure porte un coup très grave à la liberté d'expression de la Résistance Palestinienne, et à sa possibilité légale de faire entendre sa voix non seulement au Liban, mais dans tout le monde Arabe. Ainsi, l'ordre syrien se fait de plus en plus lourd, et c'est en muselant la presse que Sarkis président du Liban, entend restaurer l'autorité de l'Etat libanais, et il annonce déjà d'autres mesures. Après les tentatives de liquidation militaire de la Résistance, la «paix syrienne» au Liban prend la relève.

UN AÉROPORT POUR LES PHALANGISTES

Sous l'œil impassible des syriens, et sans que le gouvernement libanais ait été consulté, les Phalangistes de Gemayel sont en train de construire un aéroport conforme aux normes du

trafic international. La construction, commencée dès le mois d'octobre pourrait accueillir les premiers appareils le mois prochain. L'aéroport est situé dans la montagne, dans un fief phalangiste et il peut constituer une infrastructure acceptable pour les avions militaires. En fait, la construction de cet aéroport

est un pas de plus vers la partition de fait du Liban. Les Syriens laissent faire pour l'instant tout ce qui peut affaiblir la gauche libanaise et la Résistance Palestinienne, bien que leur projet ne soit pas la partition du Liban, mais le contrôle, sous la forme d'un protectorat, de la totalité du pays.

Israël : suicide d'un ministre
LES SCANDALES DE L'ÉTAT SIONISTE

Le ministre du logement israélien Ofer, a été retrouvé suicidé dans sa voiture. Un billet affirmant son innocence dans les scandales qu'on lui reprochait était posé à côté de lui. Le ministre était en même temps une personnalité importante du parti travailliste de Rabin. Les scandales pleuvent sur ce parti: il y a peu le gouverneur de la banque centrale à peine nommé était envoyé en prison, motif: détournement de fonds. Son ami le

ministre Ofer est à son tour accusé pour 35 fraudes commises dans la gestion d'une entreprise appartenant à la Histadout, le syndicat sioniste, lié au parti travailliste, principal propriétaire industriel, commercial et immobilier d'Israël. Et voilà qu'il se suicide au moment où les coups, les scandales découverts sont de plus en plus proches de Rabin. Celui-ci a justement un peu avant la découverte du malheureux ministre une

rencontre secrète avec la police pour discuter de ces scandales.

Les élections battent leur plein et la boue remuée autour des sordides affaires du parti travailliste n'arrangent guère les affaires de Rabin, battu en brèche par la Droite. L'innocent Ofer, «s'est-il sacrifié» pour la cause travailliste, afin de ralentir les recherches dans les puantes coulisses du pouvoir sioniste?

NOUS NE RECONNAITRONS JAMAIS L'ENTITÉ ISRAËLIENNE

DÉCLARE LE BUREAU DE L'OLP A PARIS

Dimanche le bruit courait à Tel Aviv qu'un représentant officieux de l'Etat sioniste avait rencontré un responsable de l'OLP et signé avec lui un document commun dans lequel le représentant palestinien aurait reconnu le droit des juifs à avoir un foyer national sur le territoire occupé par Israël. L'agence Wafa publiait aussitôt des démentis concernant cette «information» complètement erronée et sans fondement. De son côté le bureau de l'OLP à Paris publiait une mise au point dont nous publions ci-dessous:

Communiqué du Bureau d'Information et de Liaison de l'OLP à Paris

Des informations ont circulé ce week-end, en Israël faisant état d'un prétendu document commun qui aurait été élaboré entre un dirigeant de l'OLP et un représentant du groupe nommé «Conseil Israël-Palestine».

Nous sommes en mesure d'affirmer qu'aucun dirigeant palestinien mandaté par l'OLP n'a signé un tel document et que l'OLP n'autorisera aucun de ses membres à prendre des initiatives incompatibles avec les objectifs de la lutte de notre peuple et les résolutions du Conseil National Palestinien.

Cette nouvelle campagne d'intoxication vise en effet à semer la discorde et à diviser les rangs au sein de la Révolution Palestinienne.

L'OLP lutte toujours pour la création d'un Etat Palestinien indépendant sur le sol national et ne reconnaît jamais l'entité sioniste car cela signifie l'acceptation de l'agression de l'expansionnisme et de la colonisation.

Pour l'OLP la seule paix juste et durable sera celle basée sur la reconnaissance de nos droits nationaux: l'autodétermination, le retour, l'indépendance et la souveraineté du Peuple Palestinien.

● GRANDE BRETAGNE: Le ministre britannique a décidé de repousser de 20 ans la publication de documents concernant la Palestine à l'époque où

elle était sous mandat britannique, parce qu'ils pourraient causer des difficultés à ceux qui ont participé à la création de l'Etat d'Israël.

● RFA: DRAPEAUX HITLÉRIENS SUR LES TOURS DE LA CATHÉDRALE DE FRANCFORT

Les membres d'une organisation nazie ouest-allemande, assistés par des fascistes américains, ont criblé pendant la nuit du 1^{er} de l'an les murs de la

cathédrale de Francfort de slogans antisémites, et hissés des drapeaux frappés de la croix nazie au sommet des tours. Ce n'est pas là une manifestation isolée, et les nostalgiques du nazisme sévissent en toute quiétude.

Asie

● VIETNAM: RÉTABLISSEMENT DE LA LIAISON FERRÉE ENTRE LE NORD ET LE SUD

Une première liaison officielle s'est effectuée entre Hanoi et Ho Chi Minh Ville, en présence du gouvernement et du corps diplomatique. 70 000 personnes ont travaillé, depuis la victoire sur les américains, à réparer les dégâts causés par l'agression pour rétablir une liaison normale entre les 2 parties du pays. Le premier transport de voyageurs s'ouvrira le 15 janvier.

● SRILANKA: IMPORTANT MOUVEMENT DE GREVE: La grève des cheminots se poursuit désormais depuis plus de dix jours au Sri Lanka, et le mouvement s'étend à d'autres secteurs: les employés des postes et télécommunications se sont mis en grève le premier janvier, les dockers les avaient précédés. A l'origine de la grève, des revendications salariales.

● CAMBODGE: RECEPTION D'UNE DÉLÉGATION ÉCONOMIQUE CHINOISE: Le gouvernement du Kampuchea démocratique a reçu le premier janvier une délégation économique du gouvernement chinois. Les Pays-Bas ont pas ailleurs établi des relations diplomatiques avec Phnom-Penh le 3 janvier.

● CAMBODGE: DÉVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION AGRICOLE

Sous le slogan «s'efforcer d'augmenter la production de riz pour améliorer la vie du peuple, défendre et unifier le pays», le peuple du Cambodge a fait de grands efforts dans le développement de l'agriculture. Il a défriché de nombreux champs désertés au cours de la guerre. Les paysans des coopératives agricoles ont fabriqué des instruments aratoires, accumulé des engrais et sélectionné de bonnes semences. Plusieurs coopératives ont réussi à cultiver une nouvelle espèce de riz qui mûrit tôt et donne un rendement plus élevé.

Maroc

MACHINATION CONTRE LES ACCUSÉS DU PROCÈS DE CASABLANCA

Le procès de nos camarades marocains enfermés dans les prisons de Hassan depuis 1974 pour certains d'entre eux, s'est ouvert de façon tout à fait illégale. A 9 heures du matin lundi, l'acte d'accusation n'a pas été lu dès le début de l'audience, la cour a procédé d'abord à

empêchés de plaider et ont dû rentrer en France. Ce qui indique qu'il se prépare quelque chose de grave contre les accusés.

L'audition des accusés avant de ratifier le chef d'accusation laisse toute possibilité à la cour de modifier son acte d'accusa-

tion plus grande partie des accusés sont membre de l'organisation marxiste-léniniste Ilal Amam qui seule reconnaît le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui. Un membre de cette organisation a participé au troisième congrès du Front Polisario.

telle machination judiciaire est que les avocats membres de l'Union Socialiste des Forces Populaires ont finalement refusé de plaider en faveur des accusés et se sont désistés. L'USFP participe pleinement à la guerre d'annexion du Sahara occidental en profond accord avec le roi. Le chef de ce parti définit même officiellement les positions marocaines et a servi d'ambassadeur en Europe pour le compte d'Hassan. La démarche des avocats de l'USFP est donc très inquiétante, d'autant plus qu'ils ont refusé de plaider pour des gens engagés contre le Maroc dans la question du Sahara.

Les camarades d'Ilal Amam doivent être arrachés des mains du bourreau. La machination en préparation doit être dénoncée. Le comité de lutte contre la répression au Maroc a lancé une campagne en faveur des accusés.

Comité de lutte contre la répression au Maroc C/o Mme Morel rue des Saules 78 930 Guervilles.



l'interrogatoire des accusés. Si bien que personne ne sait exactement de quoi ils sont accusés et pourquoi ils sont jugés.

Les avocats français qui avaient été désignés pour assister au procès ont été

tion en cours même d'audience. Les dossiers étant passablement minces ainsi que ceux de tous les prisonniers politiques marocains. La cour chercherait à obtenir des accusés des déclarations sur le Sahara: la

En changeant l'acte d'accusation, en s'appuyant sur des déclarations en faveur du peuple sahraoui celui-ci deviendrait «atteinte à l'intégrité territoriale» passible de la peine de mort.

Ce qui fait craindre une

INTERNATIONAL

nouvelles
des "dom-tom"APRÈS LE DÉBAT
A L'ASSEMBLÉE, OU EN EST
L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS ?

La première constatation qui s'impose, c'est que nos impérialistes sont dans l'embarras : les rapports des commissions ne sont qu'un long constat d'échec : la situation en Guadeloupe est «préoccupante», les productions agricoles de la Martinique sont «compromises» et aucune création industrielle n'y a été réalisée, le taux de couverture des échanges de la Réunion ne cesse de baisser et le logement y régresse, les résultats obtenus en Guyane sont «aléatoires», etc, etc. Mais une deuxième constatation n'est pas moins évidente : la France s'obstine dans sa politique coloniale d'assimilation, par le biais de «la départementalisation économique, qui doit être la dernière étape du processus d'intégration des DOM au sein de l'espace économique et monétaire», pour tenter de faire de ces «départements» une monnaie d'échange avec ses partenaires de la CEE, au mépris des condamnations internationales comme des aspirations et des droits des peuples concernés.

UN NOUVEAU STATUT
POUR MAYOTTE : L'HYPOCRISIE
AU POSTE DE COMMANDE

«Nous avons décidé pour Mayotte la création d'un statut qui, pour tenir compte de ses particularités fera d'elle une collectivité territoriale originale», «une collectivité «sui-generis», «Mayotte constitue une collectivité de la république française». Sous ces formules hypocrites le faiseur de statut, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, Olivier Stirn, qui a le front de justifier sa politique en s'appuyant sur le référendum bidon organisé par la France à Mayotte en février 76 mais n'ose aborder de front les condamnations de l'ONU ni la colère de la population des Comores, essaie de cacher, sans tromper personne, la départementalisation de fait de l'île de Mayotte, qui sera administrée par un préfet et un conseil général et subira l'intervention directe des ministères techniques. Le budget destiné à Mayotte est d'ailleurs inscrit dans celui des «départements d'outre mer», et des dispositions ont été prises pour que les élections municipales s'y déroulent à la même date que dans les autres départements. Dans les 5 ans, une consultation sera organisée pour décider du passage définitif au statut de DOM. On en connaît d'avance le résultat... si toutefois la population de Mayotte laisse s'accomplir ces menées au mépris de ses aspirations et de ses droits, qui sont l'indépendance et le rattachement à la République des Comores dont elle a été honteusement détachée. En 1976, St Pierre et Miquelon est, elle aussi, devenue «département» par la vertu de Stirn.

UN MARCHÉ PIED POUR SERVIR
LES INTÉRÊTS DE LA FRANCE
DANS LA CEE

Sous le jargon de «départementalisation économique», se cache la possibilité pour les colonialistes français de rationaliser un peu plus l'exploitation de ces territoires devenus départements bien malgré eux, afin d'en faire une monnaie d'échange à l'intérieur de la CEE. Pour que l'opération ait quelque chance de réussite, Stirn veut «élargir» et «consolider» l'économie agricole des DOM, c'est à dire les contraindre à remplir les quotas qui leur ont été fixés pour l'exportation à l'intérieur de la CEE, en particulier dans le domaine de la canne à sucre, en difficulté depuis plusieurs années, mais aussi pour les cultures fruitières et maraichères, qui continuent d'être orientées non pour servir les intérêts de la population locale, mais l'exportation. Les mêmes projets président à l'industrialisation, à laquelle la CEE participera par le biais d'organismes divers (Fond Européen de développement régional, Fond Européen d'orientation et de garantie agricole), «afin d'utiliser au mieux la main d'œuvre disponible dans les DOM». Sur le plan commercial il s'agit de rendre les prix concurrentiels avec ceux pratiqués dans la CEE. Or, «la pierre d'achoppement de la politique des prix est le manque de concurrence réelle», estime le gouvernement français. «Trop d'imbrications existent entre les familles (au niveau des importations) et entre les membres d'une même ethnie (au niveau de la distribution) pour que la concurrence existe réellement. A cet égard, l'implantation de filiales de grands distributeurs métropolitains peut seule apporter une impulsion décisive à la rationalisation des structures commerciales locales».

Autant de mesures inacceptables pour les peuples des colonies, niés dans leur identité même et considérés comme nuls dans l'avenir de leur propre pays.

Les méditations du successeur de Kissinger,
Zbigniew Brzezinski :LES ETATS-UNIS APRÈS
LE WATERLOO DE NIXON
AU VIETNAM

«La guerre du Vietnam fut le Waterloo de l'élite protestante anglo-saxonne et blanche» qui a mené la politique des Etats-Unis depuis la seconde guerre mondiale et auparavant écrit Zbigniew Brzezinski dans un article récent où il expose sa philosophie en matière de politique étrangère.

Zbigniew Brzezinski, dit «Zbig», est le remplaçant

de Kissinger comme conseiller de Carter concernant les questions de sécurité nationale. Dès le 20 janvier il sera un des principaux responsables de la politique étrangère américaine. Le titre de son article constitue tout un programme : «Le spectre des Etats-Unis isolés dans un monde hostile»

Selon Brzezinski, le monde a profondément changé : «Le désir d'un «nouvel ordre économique mondial» est le symptôme d'un sentiment général nouveau et les liens de l'Amérique avec ce désir sont de plus en plus

ambivalents. La recherche d'un mieux être général est ressentie par de nombreux Américains comme une revendication sur leurs ressources et comme une atteinte aux fruits de leur travail, ce qui a conduit à ce

que la sympathie pour les nouveaux pays a progressivement laissé place à une méfiance croissante et à l'antipathie. Un fossé s'est ouvert entre les valeurs et les conceptions des USA et celles de la plus grande

colonial ne justifient plus les principes de la guerre froide, ni la conception d'un équilibre des forces assurant la paix pour une génération» La puissance américaine en est affaiblie. Après le Waterloo du Vietnam, le mouvement et l'unité des pays du Tiers-Monde issus des luttes de libération des peuples, obligent les Etats-Unis à modifier leur politique pour perturber leur présence dans le Tiers-Monde, mais à partir de là pour garantir leur puissance mondiale.

Si le mouvement des pays du Tiers-Monde heurte de plein fouet les Etats-Unis, les impérialismes secondaires européens et japonais sont tout aussi violemment frappés et incapables d'y faire front en dehors des Etats-Unis qui restent la première puissance. «La place des USA dans le système mondial, sur le plan économique et sur le plan politique, est la clef de la situation».

Faire des concessions au Tiers-Monde tout en combattant pour garantir la position US, rassembler sur ce projet les impérialismes secondaires sont les voies de Brzezinski pour garantir la puissance mondiale américaine face à l'autre super-puissance, l'URSS. Le système de dénonciation américain sur le Tiers-Monde, l'Europe et le Japon est miné de l'intérieur à la suite des victoires des luttes de libération nationales. Brzezinski veut limiter au maximum cette faiblesse en essayant d'empêcher les mèches de s'élargir, pour pouvoir faire à la puissance croissante de l'URSS qui se nourrit en partie des faiblesses US.

Une plus grande agressivité de l'impérialisme US, une avilissement plus aigüe des deux super-puissances sont les caractéristiques des changements en politique étrangère proposés par le successeur de Kissinger.

G. CARRAT



Ouverture de la conférence Nord-Sud. En janvier 1976 : l'unité des pays du Tiers-Monde empêche les USA d'imposer leurs solutions.

FORD S'OPPOSE A LA CRÉATION
D'UN NOUVEAU PORTE AVIONS

Ford a décidé d'empêcher la mise en chantier d'un nouveau porte avions à propulsion nucléaire, prévu par le Conseil National de Défense. Cette décision s'accompagne d'un accroissement important du budget militaire américain proposé par Ford pour l'année 78-79 qui s'élèvera à 123 milliards de dollars.

A la veille de l'investiture de Carter une violente polémique agite les impérialistes américains sur la question des armements. Cette polémique ouverte publiquement sur le licenciement de Schlesinger il y a un an, tourne à l'avantage des partisans d'un renforcement du potentiel américain. Le général Keagan, chef au service de renseignements de l'aviation abandonne son poste après avoir mener campagne depuis 1972 contre les estimations de la CIA, est l'un des conseillers de Carter avec Schlesinger, qui a le même point de vue. La stratégie de Brzezinski de limiter les faiblesses américaines est combinée de plus en plus ouvertement à la définition d'une politique d'armements plus intensive.

QUERELLE DE LA CIA (SUITE)
LA CIA FOURNIT DU MATÉRIEL
PÉRIMÉ EN IRAN

Le Washington Post fait rebondir la querelle de la CIA en publiant une enquête sur le système de surveillance installé à grand prix par le Shah le long de la frontière soviétique. La CIA aurait conseillé au Shah l'installation de ce système alors qu'il avait été rejeté par les agences de renseignements US comme inutile. Les caméras aériennes à longue portée «ne fonctionnent pas la nuit ou lorsqu'il y a des images». Ainsi un officiel du Pentagone (ministère US de la défense connaissant bien le système) le désigna comme étant «bon pour la poubelle» écrit le Washington Post. La légèreté en matière de renseignements est entièrement attribuée à la CIA : selon un compte rendu entre l'ambassadeur US en Iran et un visiteur américain en juillet «l'ambassadeur dit à l'envoyé de la CIA qu'il se lavait les mains à propos de cette affaire. Toute la responsabilité revenait à la CIA, si le système échouait tout le coup porterait sur elle».

Après les accusations d'incompétence formulées à l'encontre de la CIA à propos des estimations des forces soviétiques, cette nouvelle affaire contribue à liquider la validité des estimations de la CIA concernant la politique soviétique et la politique US qui en résulte.

partie de monde. Quoiqu'il résiste autant que cela lui est possible, le système américain doit s'accommoder de l'émergence de ce contexte international».

Ainsi les coups de l'impérialisme américain doivent se porter contre le Tiers-Monde, mais en tenant compte de ses aspirations «Rien ne serait plus néfaste pour les USA que se mettre en position de dernier rempart des tenants de la suprématie blanche en Afrique... Cela dresserait toute l'Afrique et la plus grande partie de l'Asie contre nous... De même nous ne pouvons à long terme rester indifférents au désir qui progresse en Amérique Centrale pour une plus grande justice sociale et plus de dignité nationale».

GARANTIR
LA PUISSANCE
AMÉRICAINE

«L'apparition d'Etats nouveaux et plus radicaux, la montée de l'étatisme, l'existence d'un nouvel ordre

OPEP

• AIDE AUX PAYS DU TIERS-MONDE : Les pays de l'OPEP ont décidé le 23 décembre d'allouer sur leur fonds spécial une aide de 42,7 millions de dollars à six pays du Tiers-Monde : Pakistan, Soudan, Samoa Occidentales, Sri Lanka, Guinée et Centre Afrique, pour les aider à réaliser leur plan de développement. Ces prêts sont sans intérêt et valables pour une période de 25 ans.

• KOWEIT ANNONCE UNE RÉDUCTION DE SA PRODUCTION DE PÉTROLE : Le ministre du pétrole de Koweït a annoncé que son pays allait réduire sa production de pétrole à la suite d'une baisse des commandes.

LES TRAFIQUANTS DU NEGOCE ET LA «BIBINE»

Le ministre de l'Agriculture, Christian Bonnet, a déclenché une nouvelle campagne de propagande sur la «qualité des produits», la qualité des vins du Midi. Une de plus ! En effet, depuis quelques années, la bourgeoisie cherche par une campagne systématique de dénigrement des vins du Midi à faire passer la politique gouvernementale de restructuration du vignoble méridional. Pourtant, «la bibine, c'est eux et ils en vivent !»

En dénonçant les «faiseurs de bibine», sans préciser, bien sûr, qu'il s'agissait d'une minorité de gros exploitants, le ministre de l'Agriculture jette volontairement le discrédit sur toute la viticulture méridionale.

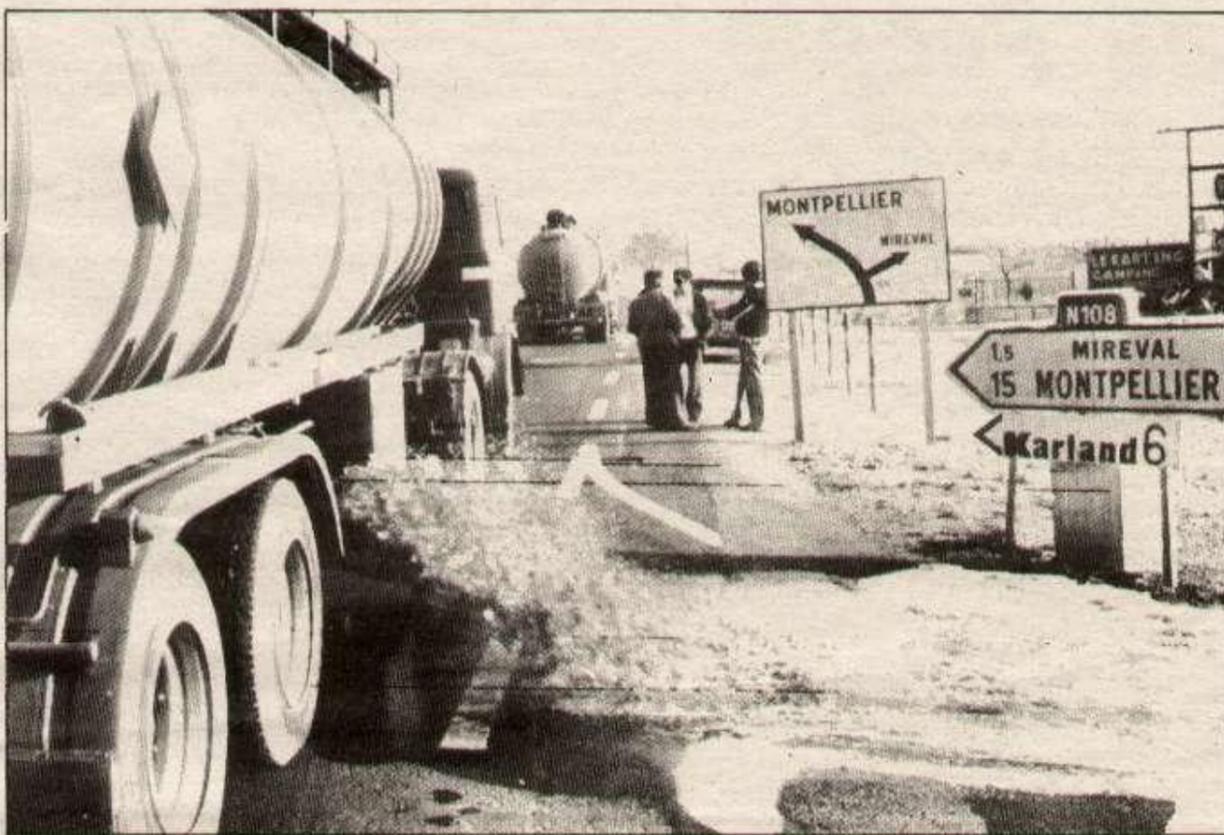
Or, dans le Languedoc, le rendement moyen à l'hectare en 1976 n'est que de soixante-sept hectolitres. Dans l'Hérault, il est inférieur à celui du Beaujolais. En 1973, la moyenne du Languedoc était de 70 hectolitres à l'hectare, alors qu'elle était dans le Haut-Rhin de cent-dix hectolitres à l'hectare ! De plus, le Midi produit des vins naturels dont le degré dépasse largement celui des autres régions viticoles : c'est la seule région de France qui n'ait pas le droit de chaptaliser (c'est-à-dire de faire remonter le degré en y ajoutant du sucre) !

Il est vrai que le vin n'est jamais pareil d'une année sur l'autre et qu'il peut arriver que sous certaines conditions climatiques, la récolte soit détériorée avant d'être rentrée (grêle, pluie juste avant les vendanges, sécheresse...). Mais comme les viticulteurs du Midi ne peuvent pas chaptaliser, ce vin à faible degré part à la distillerie.

Mais il n'est pas le seul à partir. Bonnet a beau dire que «la qualité paie», c'est faux ! D'une part, bien que

le vin de pays soit payé cinquante centimes de plus, le revenu que tire un viticulteur d'un hectare de vin de pays est inférieur à celui qu'il tire d'un hectare de Vin de Consommation Courante (V.C.C.) : en effet, un viticulteur faisant du V.C.C., qui vend son vin à 9,00 F le degré hecto, aura pour un rendement de 100 hectolitres à l'hectare d'un vin de 10°, un revenu de 9 000 F, tandis qu'un viticulteur de vin de pays qui vend son vin à 9,50 F le degré hecto, aura, vu les contraintes de production des vins de pays, un rendement de 70 hecto/hectare pour un vin de 11° et donc un revenu de 7 650 F. D'autre part, dans l'Aude comme dans l'Hérault, ces vins qui avaient reçu des médailles pour leur qualité sont eux aussi partis à la chaudière, faute de négociants pour les acheter !

Les négociants, tels les Ramel et autres trafiquants, préfèrent acheter le vin le moins cher possible, pour en tirer le maximum de profits. Ils accordent en priorité à cette minorité de gros propriétaires, producteurs de super-rendements et de véritable bibine, qui, eux, n'ont guère de problèmes de mévente ! Les négociants calculent leurs propres normes de qualité, c'est-à-dire en fait le maximum d'argent qu'ils peuvent tirer d'un litre de vin.



complicité de la douane, obtiennent des papiers qui les font «naturaliser» italiens. Il existe aussi une production beaucoup plus dangereuse pour l'estomac des consommateurs, celle de vins entièrement faux ; nous avons retenu, parmi les plus élaborées, cette recette : «On écrase la pulpe de datte, on en prend dix centimètres cubes, on dissout à l'eau chaude dans un ballon de 1 000 centimètres cubes, on ramène au volume avec une solution d'acétate de plomb, on y

ajoute du sucre, et on procède à l'inversion en prenant cinquante centimètres cubes de solution, auxquels on ajoute cinq centimètres cubes d'acide chlorhydrique pur. On chauffe à 60-70° pendant cinq minutes. On refroidit immédiatement, on neutralise au ferrocyanure de potassium, et on porte à 100°. On peut également ajouter du sang de porc, de la glycérine, de l'amylase et du chloroforme. Il faut, bien sûr, ne pas oublier l'eau».

plus grand état d'exploitation possible. La politique agricole fait partie du tout de l'exploitation. Les travailleurs ont des produits industriels de mauvaise qualité à consommer et les paysans (ici, les viticulteurs, mais également les producteurs de lait ou de viande) voient leur travail mal payé, leurs conditions de vie se dégrader chaque jour un peu plus.

Dans le Languedoc, les viticulteurs s'organisent sous la conduite des syndicalistes les plus avancés qui ont gardé la confiance des producteurs, après les terribles coups portés au mouvement par l'assassinat d'Émile Pouytes à Montredon, il y aura bientôt un an...

De nombreux viticulteurs sont menacés d'être éliminés par le plan Bentegeac, «M. Viticulture», chargé de la rénovation du vignoble méridional. La plaine de Narbonne à Montpellier va être livrée aux spéculateurs touristiques, la montagne des Corbières, du Minervois et de l'Hérault se videront encore un peu plus, laissant la place à des «parcs régionaux» ; les maisons des paysans, les plus petits mûs seront rachetés par les riches touristes de l'Europe du Nord ; cette région deviendrait un désert humain ! Mais ces projets (que nous examinerons plus en détail dans un prochain article) devront tenir compte, pour aboutir, de la lutte

des paysans occitans : «Volem pas crebar !», «Nous ne voulons pas crever !», disent-ils.

Après les déclarations de «Bonnet la bibine», la bourgeoisie poursuit son offensive en organisant un conseil des ministres à Montpellier, annoncé pour le 19 février. Il est possible, du moins «si la conjoncture politique électorale le permet», que soit annoncé un vaste plan d'aménagement de la région, préparé par les services de Chirac quand il était premier ministre.

La télévision elle aussi est de la partie puisqu'une émission «Les dossiers de l'écran», sera bientôt diffusée, fin janvier. Là encore, le but recherché sera de donner une idée fautive de la réalité de l'exploitation des travailleurs de la vigne.

Mais ce serait mal connaître les hommes d'Oc, que de penser qu'ils vont rester inactifs face à la tentative d'élimination qui les menace !

Nadine CHATRAS et
Bernard PELO

LES MIRACLES DES VINS INDUSTRIELS

Le mécanisme qui permet au négoce de réaliser de super-bénéfices est simple : d'une part, acheter un vin qui titre peu en degré alcoolique aux producteurs français et pour cela le négoce encourage les gros rendements, d'autre part, acheter des «mutés» italiens (c'est-à-dire des vins qui ont été renforcés en degré alcoolique). Le «travail» des négociants consiste alors, grâce aux miracles de l'œ-

nologie (*), de faire un vin de consommation courante entre 10 et 12° qui portera le nom de marque Kiravi, Préfontaines ou autre Margnat. Ces vins importés sont souvent de provenance douteuse car l'Italie a exporté dix-sept millions d'hectolitres de vin de plus qu'elle n'avait récolté ! Ce trafic est de deux sortes. Principalement, il porte sur des vins de Grèce, d'Espagne ou du Maghreb qui, grâce à la

Douze maisons du négoce monopolisent 80% du trafic de vin avec à leur tête Ramel, et la S.V.F. (Société des Vins de France) dont le PDG est Paul Crémieux : c'est la branche vin du grand trust des boissons et alcools : Cusenier-Dubonnet-Cinzano, contrôlé par la Banque d'Indochine du groupe Suez (lié au trust Schneider). Notons au passage que Mme Anne-Aymone Giscard d'Estaing est la petite fille de Schneider, que Paul Crémieux a les meilleures relations avec Ponia-towski, et que Marc Henrion, PDG de Préfontaines, est aussi le beau-frère de

Valéry Giscard d'Estaing... Cette petite famille retire donc directement des profits de la bibine, «le ministre de l'Agriculture semble d'ailleurs bien courageux, nous disaient des viticulteurs, de s'attaquer ainsi aux producteurs de bibine. Peut-être y a-t-il là-dessous quelques règlements de compte politiques entre les divers groupes de la majorité à l'approche des élections ?» Car, sur le terrain, chacun a ses pions, la mairie de Montpellier est tenue par un R.I., mais c'est l'UDR et le PS qui ont des hommes à la tête des organismes professionnels viticoles.

«VOLEM PAS CREBAR !»

La bourgeoisie a deux objectifs : conserver le pouvoir (et pour cela, elle

règle aux mieux ses contradictions internes), et surtout maintenir le peuple dans le

(*): Œnologie : étude et traitement chimique du vin

DANS NOTRE COURRIER

Après les démarches auprès des PTT

JE REÇOIS MON JOURNAL

Camarades,
Enfin j'ai pu obtenir la distribution effective de mon abonnement après plusieurs demandes auprès des PTT. Je commence à recevoir «régulièrement» mon journal que je trouve indispensable sur le plan de l'information et de la popularisation de la lutte de la classe ouvrière en France.

Il offre également une tribune pour toutes les luttes des mouvements de libérations nationales.

il dénonce l'exploitation spécifique et raciste des travailleurs immigrés en France, mais j'aurais souhaité la confection d'articles destinés à familiariser les travailleurs se trouvant en situation de maladie, d'accident de travail, d'invalidité, avec les textes juridiques en vigueur pour leur expliquer le contenu.

Je souhaite l'apparition d'articles de camarades critiquant des films, des pièces de théâtre et bouquins. Je désire que le

Quotidien du Peuple, tout en restant un journal au service de la classe ouvrière en France réserve une place privilégiée pour la critique du contenu de pas mal de choses.

Enfin je termine en vous demandant de m'envoyer la carte d'abonné ami du Quotidien et de me faire inscrire sur la liste des camarades intéressés par le voyage en Albanie.

Recevez mes meilleures salutations.

BRAVO POUR VOTRE SÉLECTION LIVRES

Camarades,
Bravo pour votre sélection de livres et brochures (QdP du 27 et 28-12 en particulier). Mais :

1) Les éditeurs ne sont pas indiqués
2) Peut-on se procurer les livres par votre intermédiaire ?

Fraternellement
M.M. Grande Synthé
(59)
Et bon 77 !

Ta remarque est juste. Les livres que nous proposons peuvent être commandés directement à la librairie populaire de Lyon (226 rue Duguesclin, 3^e) ou à la librairie populaire de Lille (40 rue Jules Guesde). Tu peux aussi bien écrire au Quotidien du Peuple qui transmettra.

Devenez «ABONNÉ-AMI» du Quotidien du Peuple

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

● A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine en construction

● Et à un livre ou un disque au choix :

PARMI LES LIVRES

PARMI LES DISQUES

- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
- La réception dès parution du «Grand Livre Rouge du Marxisme Léninisme», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme léninisme
- «Révolution et contre-révolution en Argentine» de Gêze et Labrousse
- «La Chine de Mao» par Roger Pic
- Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise, de Michel Métais
- L'Antidühring d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine
- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ça branle dans le manche)
- Dansons avec les travailleurs immigrés
- Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle ou le Pouvoir des mots)
- Les chants de la Résistance Palestinienne
- Un disque de Carlos Andrés Bello (un peuple en lutte : Espagne)

● Et à la brochure «Programme et Statuts issus du 2^e Congrès du PCRml»

● Sur présentation de la carte

RÉDUCTION

de 10% sur plusieurs librairies dont :
La librairie populaire (rue Duguesclin) à Lyon
«Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
«Mimesis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux
«Librairie 71», 24 rue J. Jaurès à Nantes
«L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen
Librairie «Tschann», 84 bd du Montparnasse à Paris
«Graffiti», 210, rue J. Jaurès à Brest
Librairie «Lire», 16 rue Sainte à Marseille
«Jean Rome», 1 rue des Gras à Clermont-Ferrand
Librairie Giraudon, 20 rue de Kerampont à Lannion.

de 15% à la librairie «Le Grand Jeu», 20 rue Colbert à Reims
de 33% sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7 rue de l'École Polytechnique - Paris 5^e

Cinéma (tarif étudiant tous les jours) :
«La Clef», 21 rue de la Clef, Paris 5^e
«Olympic», 10 rue Boyer
«Entrepôt», 7 rue Pressensé
«Seine Cinéma», 10 rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTRÉE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

Inscription prioritaire pour le voyage en Albanie qu'organise l'été prochain «Le Quotidien du Peuple».

- Abonnement normal 300 F
- Abonnement de soutien 500 F
- Abonnement de soutien F

Mode de versement :

- En une fois
- En trois fois (échelonné sur trois mois)

NOM (en capitales)

Prénom

Adresse

.....

Ville

UNE LETTRE DE GUADELOUPE

Chers camarades
Nous recevons toujours avec un grand intérêt vos publications et nous vous félicitons de la qualité du «Quotidien» même si quelquefois des petites erreurs se glissent dans les articles concernant la lutte du peuple guadeloupéen pour son indépendance nationale...

Nous souhaiterions qu'au moins une fois par an des «séries» soient consacrées à ces luttes, mais aussi que ces articles soient le fruit d'enquêtes menées sur le terrain...

Le secrétaire du GAC
Zagayak.

Merci pour vos encouragements. Pouvez-vous préciser quelles erreurs vous avez relevées ? Et en ce qui concerne les enquêtes à mener sur le terrain, nous faisons des propositions précises ? Nous sommes prêts à envoyer un journaliste, si cela est possible.

Meilleurs vœux camarades, pour l'année nouvelle.

Réunion de lecteurs et amis du Quotidien

Vendredi 7 janvier 1977
Salle 407 - 4^e étage

Complexe de la République - Place de la République à PAU

Ordre du jour :

- Quel journal nous voulons pour la lutte
- Le plan Barre et la construction du Front du Lutte contre la crise
- La situation en Espagne

Nous tenons une réunion de lecteurs du Quotidien du Peuple le vendredi 7 janvier à 20 h 30 à la Maison Rouge, rue au Coetlosquet à Metz.

Nous vous demandons de mettre un communiqué dans le QdP.

Salutations communistes

Avec le Quotidien du Peuple

RÉVEILLON POPULAIRE À ROUEN

Vendredi 31, lecteurs du Quotidien du Peuple, sympathisants du PCR se sont retrouvés pour commencer ensemble l'année 77. Les derniers participants, des camarades postiers, arrivaient après le travail, vers 22 h et le coup d'envoi était donné. Un camarade ouvrier immigré, lecteur du journal depuis peu, se félicitait de l'ambiance chaleureuse qui se manifestait immédiatement. La présence d'un camarade journaliste de la section luttes a contribué au

cours de la soirée aux discussions nombreuses sur le journal, son contenu. Un camarade postier parlant de la lutte à mener dans son syndicat et en direction des travailleurs de son centre, insistait notamment sur la nécessité de développer la propagande communiste dans le journal. Tard dans la nuit les discussions et les chants se poursuivirent et ce n'est qu'avec regret que tous se séparèrent... en prenant rendez-vous sur le terrain de la lutte.

Faites connaître le Quotidien du Peuple



de 14 h à 18 h.

THÉÂTRE DE LA VILLE

Du 4 au 15 Janvier à 18 h 30

Le groupe chilien
Quilapayun

Le Quotidien du Peuple, publication du PCRml
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte n° 7713 J
Directeur de publication : Y. Chevret
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

A propos de 325 000 FRANCS OYONNAX 1977

Par J.P. BOULOGNE

Les lecteurs de notre feuilleton «325 000 Francs», de Roger Vailland, chercheraient en vain sur une carte la ville de Bionnas. Il s'agit là d'un nom forgé par l'auteur pour les besoins de son roman. Mais, si le nom de Bionnas a été inventé, le modèle dont s'inspire le romancier est, lui, bien réel. La «ville industrielle, le principal centre français de production d'objets en matière plastique, dans les Monts du Jura, à moins d'une heure de voiture de la frontière suisse», c'est Oyonnax, une grosse bourgade de 20 000 habitants.

Roger Vailland a d'ailleurs multiplié les indices qui permettent d'identifier Bionnas. Nous y avons retrouvé l'avenue Jean-Jaurès, la principale artère de la ville ; la course cycliste qui se déroule dans le roman est, en réalité, le «Prix de la Droguerie Centrale» qui se court chaque année à partir d'Oyonnax ; «L'Aube sociale, coopérative de consommation, épicerie-fruiterie-quincaillerie» s'appelle en fait «l'Aurore sociale» et est située dans la «maison du peuple», propriété du PCF, dont le rez-de-chaussée est occupée par la succursale locale... de la BNP.

Et lorsqu'en 1963, la télévision française décide d'adapter le roman pour le petit écran, c'est à Oyonnax que seront tournées les scènes du film. On s'en souvient encore ici ! «Vous pensez, nous raconte la patronne d'un café, tous les jeunes, ils préféraient être figurants dans le film, plutôt que d'aller à l'usine !»

Ces quelques transformations opérées par l'auteur n'ont rien de surprenant. Après tout, «325 000 Francs» n'est pas un reportage, c'est un roman. Comme tout artiste, Roger Vailland a été amené à faire un certain



nombre de choix, à concentrer sur quelques personnages les traits qu'il estime «typiques» de la classe ouvrière et du patronat oyonnaxien, à confronter ses héros à des situations révélatrices.

Roman qui décrit la classe ouvrière, «325 000 francs» en donne-t-il une image conforme à la réalité ? Confronter le roman à la situation d'Oyonnax dans les années 50 (le livre est paru en 1955) mais, aussi à la situation plus générale de la classe ouvrière en France à cette époque, doit contribuer à fournir des éléments de réponse. Nous invitons tous nos lecteurs à contribuer à cette réflexion.

Oyonnax, c'est «la matière plastique». Aujourd'hui, comme à l'époque du roman, cette vérité reste évidente. Il suffit de se promener dans les rues étroites de la ville, grimant à flanc de colline, pour s'en rendre compte. Derrière un pavillon d'apparence tout à fait bourgeoise, on aperçoit un hangar bas, percé de quelques fenêtres, le plus souvent de verre dépoli : c'est une entreprise de moulage d'objets en plastique. Ces ateliers sont omniprésents dans la ville : dans certaines rues, on peut en compter plus d'une dizaine. C'est que le moulage d'objets en plastique est d'une grande simplicité : un garage, ou une grange, une presse à injecter, deux ou trois ouvriers, un moule racheté à une grande entreprise, un contrat de sous-traitance, et voilà l'entreprise prête à fonctionner.

(à suivre)

"LE JOUET"

UNE FABLE QUI RATE SON BUT

L'auteur du film «Le Jouet», Francis Veber, est parti d'une situation à la fois exemplaire et caricaturale : François Perrin, journaliste d'un hebdomadaire parisien spécialisé dans les «mariages princiers» et autres «événements mondains», est chargé d'un reportage dans les rayons d'un grand magasin qui présente une exposition de jouets pour les fêtes de Noël. Au même moment, un jeune garçon, escorté de ses gardes du corps, visite lui-aussi le magasin, pour se choisir un cadeau de Noël. C'est alors que tout s'enchaîne. Le gosse, Eric, choisit comme cadeau... le journaliste en question. Mieux, il exige qu'on l'emballage dans une caisse comme n'importe quel vulgaire jouet mécanique. Et François Perrin, poussé par le directeur du grand magasin, s'exécute. C'est que Eric n'est autre que le fils de M. Rambal-Cochet, qui est à la fois PDG du grand magasin... et du journal où travaille Perrin. On ne refuse rien au fils de M. Rambal-Cochet, surtout quand, comme le journaliste, on est chômeur depuis deux ans.

UN PDG TYRANNIQUE

De plus, Rambal-Cochet (incarné par Michel Bouquet) n'est pas un PDG comme les autres. Riche à milliards, son plaisir consiste à tyranniser ses employés : il oblige François Perrin (Pierre Richard) à se raser la barbe avant d'entrer à son service, vire un de ses collaborateurs parce qu'il a les mains moites», force ses domestiques à satisfaire les moindres caprices de son fils.

Bien sûr, tout cela est traité sur un ton comique et vise à faire rire. Mais le rire devient difficile quand on entend le patron dire à ses employés : «si vous vous plaignez, il y en a deux cents qui attendent à la porte», où lorsque l'on voit tout un service assister au licenciement d'un collègue, sans même esquisser un geste de solidarité. Mais le rire s'étrangle complètement

explication pour le moins originale du pouvoir de la bourgeoisie : si les patrons sont tellement odieux, c'est parce que les employés se laissent faire...

L'HOMME-JOUET

Dans ces conditions, on s'attendrait à voir l'auteur du film nous proposer com-

Non, ce qui intéresse Francis Veber, c'est le «combat» solitaire, individuel de l'homme-jouet, qui cherche, en gagnant l'affection de l'enfant, à renverser la situation en sa faveur.

La situation de départ une fois posée, le film perd son rythme comique, les gags s'alourdissent et l'intrigue tire en longueur. Et ce n'est pas en tirant sur la corde



me seule solution la voie de la lutte contre ce «pouvoir de l'argent» qui le chagrine si fort. Il n'en est rien, et la scène où l'on voit les journalistes venir manifester à la porte du château du PDG pendant qu'il donne une fastueuse réception et se faire embarquer par les flics tend à prouver le contraire.

usée de l'attendrissement vis-à-vis des «enfants de PDG qui manquent d'affection» que l'auteur parvient à améliorer les choses, bien au contraire. A trop vouloir nous faire réfléchir, «Le Jouet» finit par ne plus nous faire rire du tout.

J.P. B.

Programme télé

MERCREDI 5 JANVIER

TF 1

18 h 00 - A la bonne heure
18 h 35 - Pour les jeunes
19 h 00 - La lune papa. 3^e épisode
19 h 40 - Une minute pour les femmes. *Méto, boulot, dodo.*
19 h 45 - Mini chronique
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Les anneaux de Bicetre
22 h 00 - Le ver dans le fruit
22 h 50 - Journal et fin

A 2

18 h 40 - Au cœur des choses
18 h 55 - Des chiffres et des lettres

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - La caméra invisible
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Switch. *Série américaine*
21 h 30 - C'est à dire
23 h 00 - Journal et fin

FR 3

18 h 10 - Amphi CNAM. *Emission du Conservatoire des Arts et Métiers.*
18 h 45 - Pour la jeunesse
19 h 05 - Magazines régionaux
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Le premier voyage
22 h 00 - Journal et fin.

SUR LES DIX GRANDS RAPPORTS -5-

Nous poursuivons ici, la publication du texte inédit de Mao Tse-toung, rédigé en 1956, sur les dix grands rapports. Dans son discours de clôture de la conférence sur «le mouvement pour que l'agriculture prenne exemple sur Tatchaï», Hua Kouo-feng, président du Parti Communiste Chinois

souligne que ce texte a été étudié en détail par les participants de la conférence et sera étudié dans toute la Chine. Ce texte avance «les concepts fondamentaux de la ligne générale pour l'édification du socialisme suivant le principe quantité, rapidité, qualité et économie» indique Hua Kouo-feng.

25 avril 1956
MAO TSÉ-TOUNG

-VIII- LE RAPPORT ENTRE LA RÉVOLUTION ET LA CONTRE-RÉVOLUTION (suite)

Quatrièmement, en procédant au dépistage des contre-révolutionnaires dans les organismes du parti et du gouvernement, les écoles et les unités de l'armée, nous devons nous en tenir fermement au principe défini à Yenan : aucune exécution, pas d'arrestation dans la plupart des cas. En ce qui concerne les contre-révolutionnaires, au sujet desquels des preuves solides ont été établies, il appartient aux organismes intéressés d'éclaircir leur cas ; mais les services de sécurité publique ne les arrêteront pas, le parquet n'engagera pas de poursuites et le tribunal pas de procès contre eux. Plus de 90 % des contre-révolutionnaires seront traités de cette manière, c'est ce qu'on appelle «pas d'arrestation dans la plupart des cas». Quant à la peine de mort, elle ne sera infligée à personne.

Quels sont les gens qui ne seront pas exécutés ? Des individus comme Hou Feng, Pan Han-nien, Jao Chou-che, et même des criminels de guerre faits prisonniers tels que l'empereur Pou Yi et Kang Tseh. S'ils n'ont pas été exécutés, ce n'est nullement que leurs crimes ne justifient pas la peine capitale, mais c'est qu'il n'y aurait aucun avantage à les exécuter. Si l'on supprimait l'un d'entre eux, on se verrait obligé de comparer son cas avec un autre, avec un troisième et ainsi de suite, il s'ensuivrait alors que beaucoup de têtes tomberaient. Voilà la première raison. La deuxième, c'est que l'on risque d'exécuter des gens par erreur.

L'histoire atteste qu'une tête, une fois tombée, ne saurait être remise en place, elle n'est pas comme le poireau qui repousse chaque fois qu'on le coupe. Si l'on s'est trompé en coupant une tête, il n'y a aucun moyen de corriger l'erreur, même quand on le désirerait. La troisième, c'est qu'on risque de détruire des preuves. Pour procéder à la répression des contre-révolutionnaires, il faut posséder des preuves. Or, un contre-révolutionnaire constitue le plus souvent une preuve vivante contre un autre ; s'il y a des cas à éclaircir, on peut obtenir de lui des renseignements. Supprimez ce contre-révolutionnaire, vous ne trouverez probablement plus jamais de preuves. Cela ne peut servir que la contre-révolution, et non la révolution. La quatrième, c'est que leur exécution ne peut contribuer à l'augmentation de la production, à l'élevation du niveau de la science, à l'extermination des «quatre fléaux», au renforcement de la défense nationale ni au recouvrement de Taiwan. En les exécutant vous vous faites une mauvaise réputation, celle de tuer les prisonniers de guerre, ce qui a été honni de tout temps. Une autre raison encore, c'est que les contre-révolutionnaires, au sein des organismes sont différents de ceux qui se trouvent dans la société. Ces derniers pèsent de tout leur poids sur le peuple, tandis que les contre-révolutionnaires au sein des organismes, qui n'ont pas de contacts aussi directs avec les masses populaires, sont l'objet d'une haine générale, mais ne se sont pas fait

beaucoup d'ennemis particuliers. Quel inconvénient y a-t-il à n'exécuter aucun de ces gens là ? Que ceux qui sont aptes au travail manuel aillent se faire rééduquer par le travail ; quant à ceux qui ne le sont pas, ils seront mis à la charge de l'État. Les contre-révolutionnaires sont des déchets, de la vermine, mais, une fois entre nos mains, nous pouvons faire en sorte qu'ils rendent quelque service au peuple.

Pourtant, faut-il édicter une loi prescrivant l'abolition de la peine capitale à l'égard des contre-révolutionnaires dans les organismes ? Il s'agit là d'une politique à observance interne, et il n'est pas nécessaire de la rendre publique ; mais dans la pratique, nous nous efforçons de nous y conformer. Supposons que quelqu'un lance une bombe dans cette salle et tue la totalité, la moitié ou le tiers de ses occupants, qu'en diriez-vous, faut-il l'exécuter ou non ? Bien sûr que oui, il doit être exécuté.



«Tirer la leçon des erreurs passées pour en éviter le retour et guérir la maladie pour sauver l'homme».

Appliquer la politique consistant à n'exécuter personne, au cours de l'élimination des contre-révolutionnaires dans les organismes, ne nous empêche pas d'adopter une ferme attitude à leur égard. D'ailleurs, une telle politique nous préservera de tomber dans des erreurs irréparables et nous permettra de corriger des erreurs commises. Elle peut contribuer à rassurer beaucoup de monde et à éviter la méfiance parmi les camarades du parti. Ne pas tuer les gens implique la nécessité de les nourrir. Il nous faut donner à tous les contre-révolutionnaires la possibilité de gagner leur vie et l'occasion de rentrer dans le droit chemin. Une telle façon d'agir est profitable à la cause du peuple et aura un écho favorable dans le monde.

Dans la répression des contre-révolutionnaires, des tâches ardues restent à accomplir et nous ne devons faire preuve d'aucun relâchement. Tout en poursuivant la répression des contre-révolutionnaires cachés au sein de la société, il faut désormais continuer de déceler tous les contre-révolutionnaires qui se sont infiltrés dans les organismes, les écoles et les unités de

l'armée. Il faut absolument établir une nette distinction entre nous et nos ennemis. Si nous laissons des ennemis s'infiltrer dans nos rangs, voire dans nos organes de direction, quel grave danger cela représente pour la cause du socialisme et la dictature du prolétariat ! C'est ce que tout le monde comprend parfaitement.

-IX- LE RAPPORT ENTRE CE QUI EST JUSTE ET CE QUI EST FAUX

Il est nécessaire de faire une nette distinction entre ce qui est juste et ce qui est faux, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Parti. Comment traiter les camarades qui ont commis des erreurs ? Voilà un problème important. L'attitude correcte à

leur égard doit être d'appliquer le principe consistant à «tirer la leçon des erreurs passées pour en éviter le retour et guérir la maladie pour sauver l'homme», de les aider à corriger leurs erreurs et de leur permettre de poursuivre la révolution. Dans le temps, alors que les dogmatiques, ayant Wang-ming comme chef, détenaient la direction, notre Parti, adoptant ce qu'il y a de mauvais dans les pratiques de Staline, commit des erreurs à cet égard. Dans la société, ils tenaient à l'écart les forces intermédiaires et, au sein du Parti, ils ne permettaient pas qu'on se corrige de ses erreurs et fasse la révolution.

«La véritable histoire de Ah Q» est un bon roman. Je conseille aux camarades qui l'ont lu de le relire, à ceux qui ne l'ont pas lu de le faire avec soin. Lou Sin y décrit surtout un paysan arriéré et politiquement inconscient. En particulier, dans un chapitre intitulé «défense de faire la révolution» il raconte comment le faux diable étranger interdit à Ah Q de faire la révolution. En fait, ce que Ah Q appelait révolution n'était rien de plus que de chiper quelque chose, tout comme les autres. Mais même une telle révolution lui était défendue par le

faux diable étranger. A mon avis, il y avait des gens qui, sur ce point, ressemblaient beaucoup à ce faux diable étranger. Ils interdisaient aux gens ayant commis des erreurs de faire la révolution, ne faisaient pas de distinction entre ces éléments et les contre-révolutionnaires et allaient jusqu'à faire exécuter certains d'entre eux. Il nous importe de retenir cette leçon. C'est une mauvaise chose que d'interdire aux gens en dehors du Parti de faire la révolution comme aux camarades du Parti ayant commis des erreurs de les corriger.

A propos des camarades qui ont commis des erreurs, certains disent qu'il faut voir s'ils vont les corriger. A mon sens, au lieu de nous contenter du rôle d'observateur, nous devons les aider à se corriger. En d'autres termes, nous devons et les observer et les aider. L'homme a toujours besoin d'aide. Cela s'applique aux gens qui ne se sont pas rendus coupables d'erreurs et d'autant plus à ceux qui en ont commis. Il semble que l'homme n'est pas infallible, il est plus ou moins sujet à l'erreur. Quand quelqu'un en a commis une, il faut lui venir en aide. Se borner à l'observer est une attitude passive ; il convient de créer toutes sortes de conditions pour l'aider à se corriger. Une nette distinction doit absolument être établie entre ce qui est juste et ce qui est faux, car la controverse sur tout problème de principe dans le Parti est un reflet, au sein du Parti, de la lutte de classes dans la société et ne souffre pas d'ambiguïté. Que nous adressions selon les cas aux camarades ayant commis des erreurs des critiques appropriées et bien fondées, et engageons même une lutte nécessaire contre eux, cela est normal et a pour but de les aider à corriger leurs erreurs. Se réjouir de leur infortune au lieu de leur prêter assistance, c'est là une attitude sectaire.

Pour faire la révolution, il vaut toujours mieux avoir le plus de gens possible. Mis à part un nombre infime qui persistent dans leurs erreurs et refusent de s'amender en dépit de multiples avertissements, la grande majorité de ceux qui en ont commis peuvent se corriger. Tout comme quelqu'un qui a eu le typhus est désormais immunisé, ceux qui ont commis des erreurs peuvent en commettre moins par la suite, pourvu qu'ils sachent en tirer la leçon. En revanche, ceux qui n'en ont pas commis risquent plus facilement d'en commettre, car ils ont tendance à se gonfler d'orgueil. Faisons bien attention : très souvent une excessive sévérité à l'égard de ceux qui ont commis des erreurs rejait sur nous-mêmes. Kao Kang souleva une pierre dans l'intention de frapper, mais finalement il provoqua sa propre chute. En nous montrant pleins de bonnes intentions à l'égard de ceux qui ont commis des erreurs, nous pouvons gagner les gens et les unir à nous. L'un des critères pour juger si quelqu'un nourrit de bonnes ou de mauvaises intentions à l'égard des camarades qui ont commis des erreurs, c'est de voir s'il leur vient en aide ou s'il se montre hostile à leur égard.

«Tirer la leçon des erreurs passées pour en éviter le retour et guérir la maladie pour sauver l'homme», tel est le principe pour réaliser l'unité de tout le Parti, nous devons donc le maintenir avec fermeté.